



Nos logements
ont de l'impact

RAPPORT DE GESTION

2021





SOMMAIRE

03

FAITS
MARQUANTS
DE L'EXERCICE

04

COMPTES
SOCIAUX

07

PRINCIPES,
RÈGLES
ET MÉTHODES
COMPTABLES

10

COMPLÉMENTS
D'INFORMATIONS

23

ACTIVITÉS
DES FILIALES

25

RAPPORT SUR
LE GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE

34

POLITIQUE &
INDICATEURS RSE

Directeur de la publication : Frédéric Lavergne.

Crédits photos : Stéphanie Tétu. iStock. Maquette graphique : DesignbyClm.com.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2021, Erilia est devenue la première ESH à se doter du statut de société à mission et dont la raison d'être est : « **Rendre le logement accessible à tous pour changer la vie et contribuer à l'attractivité des territoires** ».

L'activité de la Société a été impactée en 2021 par le contexte sanitaire général. Les principaux effets de cette crise ont surtout concerné l'organisation du travail des équipes d'Erilia, la concrétisation et l'avancement de certains projets.

Cependant l'expérience acquise en 2020 a permis de limiter les impacts liés à cet environnement et a permis de maintenir un niveau de croissance soutenu caractérisé par :

- La livraison de 1 572 logements locatifs ;
- Le lancement de plus de 1 676 logements locatifs dont 14 en accession à la propriété ;
- Au 31 décembre 2021, 3 992 logements sont en cours de chantier à divers stade d'avancement ;
- Le nombre de dossiers de financement déposés ou d'agrément demandés s'élève à 2 552 logements.

Dans le cadre de la vente HLM, Erilia a vendu 159 de ses logements.

Dans ce contexte, l'activité locative d'Erilia n'a pas subi d'importantes altérations, les indicateurs fondamentaux tels que la vacance et les impayés sont restés stables voire se sont améliorés.

En 2021, suite à l'obtention d'un agrément, Erilia devenu un Organisme Foncier Solidaire a pu développer ses premières opérations en Bail Réel Solidaire (B.R.S) à destination de candidats à l'accession à la propriété dont les revenus ne permettent pas l'accès à des opérations d'accession sociale traditionnelles.

Erilia lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt lancé en septembre 2020 pour le rachat de la Société d'Economie Mixte Sophia Antipolis Habitat (SAH) a réalisé en 2021 l'opération de fusion-absorption concernant 1 572 logements.

En partenariat avec la Caisse d'Épargne CEPAC et la

Caisse d'Épargne Côte d'Azur, Erilia a procédé auprès de la SA d'HLM Logirem au rachat de la foncière de logements intermédiaires « Foncière LOGIPACA » et de son patrimoine de 80 logements « East Park » (13010 Marseille). Cette foncière désormais nommée VILIA a pour objectif de produire plus de 200 logements par an.

Dans le but d'améliorer sa performance financière, Erilia a procédé en 2021 à la renégociation d'une partie de ses encours avec la CDC, à la souscription d'emprunts obligataires et d'émissions à court terme en lien avec l'obtention de sa notation par Fitch.

Dans le cadre de sa mission et de son engagement au profit de l'environnement, Erilia a aussi souscrit son premier « prêt à impact » (dont le taux d'intérêt est bonifié en fonction de l'atteinte d'objectifs environnementaux) avec la CEPAC, et d'un prêt « vert » avec la Banque Postale (bonifié selon l'amélioration de l'étiquette énergétique).

Dans le cadre de #CONVERGENCES24, Erilia a préparé en 2021 le déploiement d'une nouvelle organisation plus décentralisée. Au 1^{er} janvier 2022, 5 directions régionales (Provence-Alpes-Corse, Côte d'Azur, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes & Ile-de-France) seront ainsi créées pour renforcer l'ancrage local de la société et gagner en proximité.

Durant l'année 2021, Erilia a aussi travaillé avec sa filiale VILIA, à la constitution d'un Groupement d'Intérêt Economique de maîtrise d'ouvrage : « DELTALIA ».

Ce GIE assure, par la mise en commun de moyens humains, techniques et financiers, la maîtrise d'ouvrage de leurs opérations immobilières de construction neuve et de réhabilitation. Sa mission : construire plus et mieux pour le compte de ses membres afin de répondre aux différents besoins d'habitat locatif et d'accession des territoires.

Ce GIE sera aussi amené à prester pour Soleil Logis, la filiale d'Erilia dédiée à l'accession sociale.

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)

EXERCICE 2021

EXERCICE 2020

ACTIF IMMOBILISÉ	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Baux emphytéotiques	61 944	22 065	39 878	33 963
Autres	6 743	6 069	673	815
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains nus, terrains aménagés, loués, bâtis	784 772	472	784 300	663 964
Constructions locatives sur sol propre	4 662 890	1 746 954	2 915 936	2 680 684
Constructions locatives sur sol d'autrui	385 261	160 315	224 947	216 740
Bâtiments administratifs	29 801	12 219	17 582	18 090
Installations techniques, matériel et outillage et autres	14 199	10 585	3 614	3 877
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
VRD, agencement et aménagement de terrains	88 642	-	88 642	87 103
Constructions et autres immobilisations corporelles en cours	409 229	-	409 229	345 713
Avances et acomptes	67	-	67	67
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	15 623	-	15 623	55 743
Prêts participatifs	13 560	-	13 560	10 280
Autres	2 913	-	2 913	2 758
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (1)	6 475 644	1 958 679	4 516 964	4 119 797
ACTIF CIRCULANT				
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
STOCKS ET EN-COURS				
Terrains, immeubles, approvisionnements	29 010	-	29 010	20 938
FOURNISSEURS DÉBITEURS				
	-	-	-	2
CRÉANCES D'EXPLOITATION				
Créances locataires et comptes rattachés	34 611	4 623	29 988	28 145
Créances sur acquéreurs	826	-	826	2 065
Autres	100 607	17 030	83 577	87 638
CRÉANCES DIVERSES				
	7 949	264	7 685	21 083
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	11 497	491	11 007	10 977
DISPONIBILITÉS				
	203 426	-	203 426	224 172
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE				
	27 813	-	27 813	28 923
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	415 740	22 407	393 333	423 943
TOTAL DES CHARGES À RÉPARTIR (3)				
	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)	6 891 383	1 981 086	4 910 297	4 543 740

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)

EXERCICE 2021

EXERCICE 2020

CAPITAL ET RÉSERVES

Capital	4 498	4 455
Réserves et primes	578 803	569 991
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	49 919	39 731
<i>Sous-total</i>	<i>633 220</i>	<i>614 176</i>

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**564 917** **530 198****TOTAL CAPITAUX PROPRES (1)****1 198 137** **1 144 374****PROVISIONS**

Provisions pour risques	8 550	7 703
Provisions pour gros entretien	49 528	53 187
Autres provisions pour charges	14 421	13 211

TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (2)**72 500** **74 101****DETTES FINANCIÈRES**

Participation des employeurs à l'effort de construction	282 110	273 622
---	---------	---------

EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Caisse des Dépôts et Consignations	2 182 229	1 960 013
C.G.L.L.S	-	-
Autres établissements de crédit	912 001	826 387

DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS

25 190 23 925

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERSES

30 453 30 722

Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	49 998	50 000
Intérêts courus	21 310	20 014
Intérêts compensateurs	770	884

CLIENTS CRÉDITEURS

23 881 20 672

DETTES D'EXPLOITATION

Fournisseurs	31 152	35 849
Dettes fiscales et sociales et autres	26 601	24 526

DETTES DIVERSES

Fournisseurs sur immobilisations	43 839	50 430
Autres dettes	3 843	3 363

TOTAL DETTES (3)**3 633 378** **3 320 407****PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (4)****6 281** **4 858****TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)****4 910 297** **4 543 740**

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

EXERCICE 2021

EXERCICE 2020

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ventes d'immeubles	2 902	1 974
Variation de stocks	8 072	6 010
Récupération des charges locatives	70 061	65 322
Loyers	338 484	319 642
Autres produits divers	60 701	52 060
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	480 221	445 007

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats stockés et variation de stocks	10 526	7 662
Achats non stockés	21 073	20 146
Services extérieurs	126 956	122 248
Impôts, taxes et versements assimilés	47 139	44 189
<i>Charges de personnel :</i>		
- Salaires et traitements	35 203	33 272
- Charges sociales	17 684	17 038
<i>Dotations aux amortissements et aux provisions</i>		
- Dotations aux amortissements des immobilisations et baux à long terme	111 413	103 500
- Autres dotations aux amortissements des immobilisations	1 893	1 894
- Dotations aux provisions sur actifs circulants	22 291	20 125
- Dotations aux provisions pour gros entretien	18 729	21 302
- Autres dotations aux provisions pour risques et charges	4 604	5 379
- Autres charges	4 434	5 552
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	421 945	402 306
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (1)	58 276	42 701

PRODUITS FINANCIERS

Produits autres immobilisations financières	111	84
Produits autres créances et valeurs mobilières de placement	1 403	1 581
Autres produits financiers	173	161
Reprises sur provisions	-	-
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement	-	477
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 687	2 303

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements et aux provisions	491	-
Charges d'intérêts	49 506	47 547
Autres charges financières	-	-
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	49 997	47 547
RÉSULTAT FINANCIER (2)	- 48 310	- 45 244

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opérations de gestion	8 551	8 660
Sur opérations en capital	48 382	45 993
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	56 933	54 654

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opérations de gestion	1 972	982
Sur opérations en capital	14 326	10 852
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	16 298	11 833

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (3) 40 635 42 821

PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (4) 682 547

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (1+2+3-4) 49 919 39 731

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

MÉTHODES GÉNÉRALES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

Les règles et méthodes comptables d'évaluation appliquées pour l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2021 sont celles prévues par :

- le règlement de l'ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- le règlement de l'ANC n° 2015-04 du 4 juin 2015 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social à comptabilité privée,
- les commentaires de comptes publiés le 4 novembre 2015, formant le titre II de l'annexe 4 – Organisation de l'instruction comptable applicable aux organismes HLM à comptabilité privée – de l'arrêté du 7 octobre 2015 conjoint du Ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité, du Ministère des Finances et Comptes publics et du Ministère de l'Intérieur, homologuant l'instruction comptable applicable aux organismes HLM à comptabilité privée tel que modifié par l'arrêté du 1^{er} avril 2019.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes de l'exercice sont respectés en appliquant les règles de prudence et en retenant les principes généraux suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence de méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- indépendance des exercices.

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur valeur d'acquisition, à leur coût de production ou à leur valeur d'apport. En harmonie avec le Groupe Habitat en Région, la Société a modifié la durée du plan d'amortissement du composant « Structure » passant de 40 à 55 ans pour l'ensemble de son patrimoine. Erilia a donc retenu les familles de composants et les durées d'amortissement suivantes :

COMPOSANTS	DURÉE D'AMORTISSEMENT	RÉPARTITION DES COMPOSANTS	
		INDIVIDUEL	COLLECTIF
STRUCTURE ET GROS ŒUVRE	55 ans	80.8%	77.7%
MENUISERIES EXTÉRIEURES	25 ans	5.4%	3.3%
CHAUFFAGE COLLECTIF OU CHAUFFAGE INDIVIDUEL	25 ans 15 ans	3.2%	3.2%
ÉTANCHÉITÉ TERRASSES	15 ans	-	1.1%
RAVALEMENT AVEC AMÉLIORATION (RÉHABILITATION THERMIQUE)	15 ans	2.7%	2.1%
ÉLECTRICITÉ	25 ans	4.2%	5.2%
PLOMBERIE - SANITAIRE	25 ans	3.7%	4.6%
ASCENSEURS	15 ans	-	2.8%

DÉTERMINATION DES COMPOSANTS

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers sont comptabilisés séparément dès l'origine et lors des remplacements. Ces dépenses doivent obligatoirement être comptabilisées en immobilisations, par composant.

- Construction avec bail : si la durée du bail est inférieure à la durée du composant principal, l'amortissement de la construction sera calculé sur la durée du bail.
- Foyers : même ventilation et même durée que les logements.

Le composant remplacé est mis au rebut. Le montant du bien sorti est calculé en fonction de la valeur déflatée du composant qui le remplace.

Les autres immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur leurs durées probables d'utilisation.

Le point de départ de la période d'amortissement de l'ensemble des immobilisations est la date de mise en service, calculée prorata temporis.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée s'il existe un indice de perte de valeur (vacance anormalement élevée, désordres techniques et projets de démolition), par comparaison avec la valeur actuelle de l'immobilisation concernée et la valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS

Elles représentent les terrains et constructions en cours dont la mise en service n'est pas effectuée. Leur valorisation correspond à l'ensemble des coûts comptabilisés y compris des factures non reçues au 31 décembre.

CONDUITE D'OPÉRATION

En application de l'avenant N°98-5 T.T. de l'instruction comptable selon lequel l'immobilisation des coûts internes de maîtrise d'ouvrage doit être comptabilisée pour le montant réel, Erilia a valorisé ces coûts en fonction des charges de personnel directement affectées à l'activité de construction neuve et aux opérations de réhabilitation. Ces charges directes ont été ensuite réparties en fonction de l'avancement des chantiers.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire.

AMORTISSEMENTS

Les baux sont amortis dans les mêmes conditions que le composant « Structure » dans la limite de la durée du bail.

Le point de départ de la période d'amortissement des immeubles de rapport est la date de mise en service, les durées d'amortissement des différents composants sont reprises dans le tableau des immobilisations corporelles. Les dépenses réalisées sur des programmes mis en service avant le 31 décembre de l'année précédente sont rattachées à la date de mise en service d'origine.

Les amortissements des biens autres que les immeubles sont calculés de façon linéaire sur les durées suivantes :

- **3 ans** : matériel informatique
- **3 ans** : logiciels
- **5 ans** : matériel, outillage
- **7 ans** : mobilier de bureau

COMPTES DE STOCKS

Les stocks et en-cours sont comptabilisés à leur coût de production, hors frais financiers internes. Ils concernent l'activité d'accession des programmes immobiliers destinés à la vente en l'état futur d'achèvement. Des provisions pour dépréciation peuvent être constatées. Elles représentent le montant des travaux payés sur les lots terminés, invendus depuis plus d'un an, ainsi que d'éventuelles pertes à terminaison rapportées au taux d'avancement des travaux.

CRÉANCES D'EXPLOITATION

L'article R.423-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation précise que : « *Les sommes dues à titre de loyers, charges et accessoires par les locataires partis et par les locataires dont la dette est supérieure à un an font l'objet d'une dépréciation en totalité. Pour les autres sommes dues, les règles comptables applicables à l'évaluation des actifs s'appliquent* ».

Erilia applique les taux de dépréciation des créances clients, issus de sa propre étude.

TAUX ERILIA POUR 2021

0 – 3 Mois	6%
3 – 6 Mois	26%
6 – 12 Mois	47%
+ de 12 Mois	100%
Partis	100%

Le quittancement est effectué à terme échu pour les logements conventionnés, à échoir pour les logements non conventionnés. Les logements vacants ne sont pas quittancés.

La régularisation des charges locatives relatives aux immeubles collectifs fait l'objet d'un calcul théorique au 31 décembre pour la clôture des comptes et d'une régularisation au réel les mois suivants. Aucune provision pour créances douteuses n'est constituée pour le débiteur Caisse d'Allocations Familiales.

CRÉANCES DIVERSES

Les autres créances d'exploitation et les créances diverses sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision est constituée en fonction du risque spécifique lié à ces créances.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les placements de trésorerie disponibles à moins d'un an sont gérés dans le respect de la réglementation des ESH.

Ils sont enregistrés à leur valeur d'achat, hors frais et coupons courus.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation, en application du principe de prudence.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Au poste « Subventions » figurent les subventions notifiées. Les subventions comptabilisées, rattachées à des programmes livrés font l'objet d'un transfert au compte de résultat à chaque arrêté.

Elles sont comptabilisées au moment de leur notification. Seules les subventions finançant des logements livrés sont transférées au compte de résultat selon le même rythme que l'amortissement du composant « Structure ». Les subventions foncières, affectées au terrain, sont reprises en résultat par dixième.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

PROVISION POUR GROS ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions, qui ont pour objet de vérifier le bon fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement, peuvent être comptabilisées selon l'approche par composant ou sous la forme de provisions pour gros entretien ou de grandes révisions sur la base des coûts des programmes pluriannuels et non plus de façon forfaitaire.

Erilia a opté pour la comptabilisation d'une provision pour gros entretien sur la base d'un plan pluriannuel d'entretien valorisé sur 3 ans, détaillé par opération et par catégorie de travaux.

Les dépenses récurrentes telles que celles relatives aux contrats d'entretien P3 (contrats de maintenance) ou aux remises en état des logements n'entrent pas dans l'assiette de la PGE.

Ce plan est actualisé à chaque clôture en fonction de la mise à jour du plan :

- d'une nouvelle dotation en cas de travaux supplémentaires,
- d'une reprise de provision pour les montants utilisés ou d'une reprise de provision devenue sans objet.

PROVISION POUR INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Il est appliqué la méthode préférentielle qui prend en compte l'ensemble des salariés en fonction des droits acquis, de l'ancienneté calculée, du coefficient de survie, du taux de rotation du personnel et d'un taux d'actualisation. Cette méthode est celle retenue par le Groupe Habitat en Région.

DETTES FINANCIÈRES

Les emprunts et dettes assimilées inscrits à leur valeur nominale, suivant leur date d'encaissement, sont diminués des remboursements opérés.

DETTES D'EXPLOITATION ET DETTES DIVERSES

Les dettes d'exploitation et autres sont évaluées à leur valeur nominale. Les dettes fournisseurs incluent les factures non parvenues au 31 décembre 2021, pour tenir compte des travaux et services effectués à la date de la clôture.

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATIONS

INFORMATION SUR LES POSTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

- Titres de participation : 4 752 K€
- Créances et comptes rattachés : néant
- Autres créances : 3 973 K€
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : néant
- Autres dettes : néant
- Comptes de produits financiers : 153 K€
- Comptes de charges financières : néant
- Prêt participatif : 13.6 M€

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

- Organes d'administration : néant
- Organes de gestion : la mention de l'information conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS

RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

BILAN

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en milliers d'euros)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	VALEURS AU 31/12/2020	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		VALEURS AU 31/12/2021
		ACQUISITION CRÉATION	VIREMENT DE POSTE À POSTE	VIREMENT DE POSTE À POSTE ET ABANDONS PROJETS	SORTIES ACTIF (SAUF ABANDONS PROJETS)	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Baux emphytéotiques logements en usufruit temporaire	51 805	3 283	8 777	1 921	-	61 944
Autres	6 343	399	-	-	-	6 742
SOUS-TOTAL (1)	58 148	3 682	8 777	1 921	-	68 686
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	664 437	45 537	77 276	848	1 630	784 772
Constructions sol propre	4 302 338	165 178	614 698	395 953	23 370	4 662 891
Constructions sol d'autrui	369 941	4 340	33 576	16 125	6 471	385 261
Bâtiments administratifs et installations	29 708	93	93	93	-	29 801
SOUS-TOTAL (2)	5 366 424	215 148	725 643	413 019	31 471	5 862 725
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 886	1 413	-	-	100	14 199
SOUS-TOTAL (3)	12 886	1 413	-	-	100	14 199
IMMOBILISATIONS EN COURS						
Terrains - VRD	87 104	51 583	799	50 839	5	88 642
Constructions	345 712	285 635	2 632	224 408	342	409 229
Avances	67	-	-	-	-	67
SOUS-TOTAL (4)	432 883	337 218	3 431	275 247	347	497 938
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	55 743	10 669	-	49 982	807	15 623
Prêts	10 280	3 280	-	-	-	13 560
Autres	2 757	269	-	-	113	2 913
SOUS-TOTAL (5)	68 780	14 218	-	49 982	920	32 096
TOTAL (1+2+3+4+5)	5 939 121	571 679	737 851	740 169	32 838	6 475 644

VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

À 68.7 M€, elles comprennent, pour l'essentiel, les baux emphytéotiques et à construction pour 61.9 M€.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET EN-COURS

- Le total des immobilisations corporelles représente 5.863 M€, les en-cours 497.9 M€.
- Au cours de l'exercice 2021, de la conduite d'opération a été incorporée au prix de revient des immobilisations en cours pour un montant de 7.2 M€.
- En 2021, 1 509 logements ont été mis en service, 63 acquis-améliorés, 1 735 logements ont été acquis suite à la fusion avec la SEM Sophia Antipolis Habitat (SAH) et 159 ont été vendus dans le cadre de la vente HLM.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2021, elles s'élèvent à 32.1 M€ et sont en baisse de 36.7 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation se décompose principalement de la façon suivante :

- Les titres de participation diminuent de 40.1 M€ principalement dû à l'annulation des titres détenus de la SEM SAH suite à la fusion pour 43.2 M€ et à la cession des titres de la Société Habitat Guyanais au Groupe Habitat en Région pour 0.4 M€ et la prise de participation dans la Foncière Vilia pour 3.6 M€.
- Les prêts augmentent de 3.4 M€ notamment suite au troisième versement d'un prêt participatif à la SA Immobilière du Moulin Vert (SAIMV).
- Erilia a cédé pour 0.1 K€ de titres dans la SAC Habitat en Région Sud-Est, sa participation est de 54.5%.

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS	VALEURS AU 31/12/2020	AUGMENTATIONS (DOTATIONS)	DIMINUTIONS (CESSIONS)	VALEURS AU 31/12/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Baux emphytéotiques et logements en usufruit temporaire	17 841	4 224	-	22 065
Autres	5 529	541	-	6 069
SOUS-TOTAL (1)	23 370	4 765	-	28 134
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions sur sol propre	1 620 107	142 300	17 486	1 744 921
Constructions sur sol d'autrui	153 201	12 999	5 885	160 315
Bâtiments administratifs & installations	11 618	601	-	12 219
SOUS-TOTAL (2)	1 784 926	155 900	23 371	1 917 455
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	1 623	536	-	2 158
Matériel de transport	634	14	69	579
Matériel de bureau et informatique	3 622	806	12	4 416
Mobilier	3 130	320	19	3 432
SOUS-TOTAL (3)	9 009	1 676	100	10 585
TOTAL (1+2+3)	1 817 305	162 341	23 471	1 956 174

Les amortissements cumulés au 31 décembre 2021 s'élèvent à 1.956 M€.

Les augmentations correspondent aux amortissements de l'exercice pour 113.3 M€ auxquels s'ajoute la reprise du cumul des amortissements de SAH à hauteur de 49 M€.

Les diminutions, à hauteur de 23.4 M€, sont principalement dues au renouvellement de composants pour 10.3 M€, aux ventes de logements pour 6.7 M€, à la restitution d'un bien dont le bail est arrivé à terme sur l'exercice pour 3.7 M€, à la cession de 2 foyers pour 2.1 M€, à la démolition de 7 logements au « Hameau des Pins » pour 0.6 M€.

STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours s'élevaient à 29 M€ contre 20.9 M€ fin 2020. Ils concernent des opérations en dation ou destinées à la vente (Accession). La variation, d'un exercice à l'autre, est pour l'essentiel due au destockage d'opérations dont le transfert de propriété a été acté en 2021 pour 2.6 M€ (0.1 M€ pour 1 PSLA du « Cailletier » à Roquefort-les-Pins, 0.3 M€ pour 2 PSLA du

« Clos des Senteurs » à Mouans-Sartoux), 2.2 M€ pour 5 PSLA d'« Oxalys » à Juvignac et à l'avancement des opérations en cours pour 10.6 M€ concernant diverses opérations en accession sociale, PSLA et dation. 10 PSLA d'« Oxalys » à Juvignac et 5 PSLA du « 632 Brégières » ont été livrés.

CRÉANCES

CRÉANCES D'EXPLOITATION

En baisse de 1.7 M€ par rapport à 2020, globalement les créances brutes d'exploitation s'élevaient à 136 M€ et sont toutes exigibles à moins d'un an. Elles comprennent les créances sur locataires pour 51.5 M€ et les autres créances d'exploitation détaillées ci-dessous.

CRÉANCES LOCATAIRES (en milliers d'euros)	2021	2020	VARIATIONS
Créances locataires simples	34 429	33 196	1 233
- Provisions	- 4 623	- 4 855	- 232
- Couverture	13.4%	14.6%	- 1.2%
Créances locataires douteux	17 051	15 030	2 021
- Provisions	- 17 030	- 15 008	2 022
- Couverture douteux	99.9%	99.9%	0%
TOTAL	29 827	28 363	1 464
COUVERTURE	42%	41%	1%
Pertes sur créances irrécouvrables	3 012	3 633	- 621

Les autres créances d'exploitation diminuent de 18.3 M€ par rapport à l'exercice précédent et ressortent à 92.3 M€, elles sont détaillées dans le tableau suivant :

AUTRES CRÉANCES (en milliers d'euros)	2021	2020	VARIATIONS
Créances acquéreurs - locataires attributaires	848	2 079	- 1 231
Créances à facturer	3 148	1 304	1 844
APL - AL	36	13	23
Subventions d'investissement à recevoir	78 214	83 288	- 5 074
TVA déductible	1 940	2 319	- 379
Créances sur cessions immobilisations	1 151	1 898	- 747
Groupe et associés	4 382	591	3 791
État - CICE	113	219	- 106
Divers	2 417	18 857	- 16 440
TOTAL	92 249	110 568	- 18 319

À noter que les créances acquéreurs à 0.8 M€ sont en baisse de 1 M€ pour la partie non exigible et 0.2 M€ pour la partie exigible.

CRÉANCES DIVERSES

Elles diminuent de 13.4 M€ par rapport à 2020 et s'élèvent à 7.7 M€ en valeur brute suite à la fusion avec SAH (solde des acomptes de 15 M€ versés en 2020).

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT, DISPONIBILITES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Globalement, elles s'élèvent à 214.4 M€.

Les immobilisations financières composées de DAT, Bons du Trésor, SICAV cautionnées et ICNE sur titres ont une valeur nulle depuis fin 2018 alors que les valeurs mobilières de placement représentent 11 M€.

Les disponibilités, à 203.4 M€, ont augmenté de 20.8 M€ par rapport à l'exercice 2020 et se décomposent en « Livrets » (131.4 M€), DAT (32 M€) et autres (40 M€).

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE ET CHARGES À REPARTIR

Au 31 décembre 2021, les charges constatées d'avance s'élèvent à 27.8 M€ et diminuent de 1.1 M€ par rapport à 2020. Elles correspondent essentiellement aux appels de fonds versés aux différents syndics de copropriété.

CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres, y compris les subventions d'investissement pour 564.9 M€, s'élèvent à 1.198 M€. Ils progressent de 53.8 M€ par rapport au 31 décembre 2020.

	2021	2020
Situation en début d'exercice	1 144 374	1 101 207
Variation des subventions	34 719	3 537
Résultat de l'exercice	49 919	39 731
Dividendes distribués	- 90	- 101
Augmentation de capital	43	-
Imputation sur les réserves suite rachat de SAH	- 30 829	-
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2021	1 198 137	1 144 374

La fusion avec la SEM Sophia Antipolis Habitat (SAH) a entraîné une augmentation de capital de 43 212 € (1 108 titres). Le capital social s'élève à 4 497 987 € et est composé de 115 333 actions d'un nominal de 39 € chacune.

DÉTAILS DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)

	2020	DOTATIONS	REPRISES	2021
PROVISIONS DÉPRÉCIATION D'ACTIF				
Dépréciation sur immobilisations corporelles et incorporelles	2 020	605	120	2 505
Dépréciation sur créances locataires	19 863	22 381	20 591	21 653
Dépréciation sur autres créances	329	33	98	264
Dépréciation sur valeurs mobilières de placement	-	491	-	491
TOTAL DÉPRÉCIATION D'ACTIF (1)	22 211	23 509	20 808	24 912
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Risques et litiges	7 703	1 342	495	8 550
Charges de retraite	7 913	777	1 413	7 277
Provisions pour gros entretien	53 187	19 537	23 196	49 528
Autres provisions pour risques et charges	5 297	2 774	928	7 144
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (2)	74 101	24 431	26 031	72 500
TOTAL DES PROVISIONS (1+2)	96 312	47 940	46 839	97 413

Globalement, les provisions pour risques et charges s'élevaient à 72.5 M€ en diminution de 1.6 M€ par rapport à l'exercice précédent. Elles comprennent la reprise des provisions de SAH pour 1.1 M€.

La provision pour gros entretien atteint 49.5 M€ au 31 décembre 2021. Elle est évaluée à partir d'un plan pluriannuel d'entretien pour 41.7 M€ et de travaux en cours à régler aux syndicats pour 7.8 M€.

Les autres provisions pour risques et charges concernent notamment les charges locatives sur les logements vacants 2021 qui seront comptabilisées en 2022 suite aux régularisations pour 2.1 M€ et divers contentieux existants au 31 décembre 2021.

Les provisions pour les médailles du travail ainsi que celles pour les indemnités de départ à la retraite représentent 7.9 M€.

À noter que la provision pour dépréciation des immobilisations corporelles a été dotée pour 485 K€ (ajustement) en prévision de la démolition d'une partie des groupes « La Castellane », « Les Grands Cyprès », « La Trillade », « Valdegour », « Rillieux », « Hameau des Pins » et « Air Bel », portant le total à 2.5 M€.

ÉTAT DES DETTES

(en milliers d'euros)

	MONTANT NET AU BILAN 2020	MONTANT NET AU BILAN 2021	DEGRÉ D'EXIGIBILITÉ		
			MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Participation des employeurs	273 622	282 110	16 246	59 233	206 631
Emprunts bancaires	2 786 400	3 094 230	112 889	418 430	2 562 911
Dépôts et cautionnements	23 925	25 190	-	-	25 190
Autres emprunts	30 722	30 453	539	2 880	27 034
Concours bancaires courants	50 000	49 998	49 998	-	-
Intérêts courus non échus	20 014	21 310	21 310	-	-
Intérêts compensateurs	884	770	99	367	304
DETTES FINANCIÈRES	3 185 568	3 504 061	201 081	480 910	2 822 070
Fournisseurs	86 279	74 991	74 991	-	-
Clients créditeurs	20 672	23 881	23 881	-	-
Personnel	5 403	5 998	5 998	-	-
Organismes sociaux	2 845	3 075	3 075	-	-
Fiscales	16 278	17 529	17 529	-	-
Créditeurs divers	3 363	3 843	3 843	-	-
EXPLOITATION ET DIVERSES	134 839	129 317	129 317	-	-
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	4 858	6 281	6 281	-	-
TOTAL	3 325 265	3 639 659	336 680	480 910	2 822 070

Le montant total des dettes s'élève au 31 décembre 2021 à 3 640 M€, en hausse de 314.4 M€ par rapport à 2020. Elles sont essentiellement composées de dettes financières.

- Les clients créditeurs à 23.9 M€ augmentent de 3.2 M€ dont 22.1 M€ pour excédent d'acomptes sur charges communes collectives et 1.7 M€ de locataires excédentaires.
- Les dettes d'exploitation à 57.8 M€, au 31 décembre 2021, augmentent de 2.6 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Elles sont principalement constituées par :

- les dettes fournisseurs pour 31.2 M€,
- les cotisations dues aux organismes sociaux et à l'Etat pour 26.6 M€.

Les dettes diverses, pour 47.7 M€, sont principalement constituées par des factures et des factures non parvenues de fournisseurs d'immobilisations pour 43.8 M€.

VARIATION DES DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)

	SOLDE AU 31/12/2020	ENCAISSEMENTS 2021	REMBOURSEMENTS		SOLDE AU 31/12/2021
			2021	ANTICIPÉS 2021	
Participation des employeurs + Action Logement	279 818	16 642	13 623	727	282 110
Caisse des Dépôts et Consignations	2 063 267	183 834	56 084	8 787	2 182 229
C.G.L.L.S	321	-	99	-	222
Crédit Foncier	233 433	- 48 203	6 406	24 601	154 224
Caisse d'Épargne	335 263	116 721	12 513	-	439 471
Crédit Agricole	29 467	-	1 828	-	27 638
Autres banques	230 101	458 538	398 193	-	290 447
TOTAL	3 171 669	727 532	488 747	34 114	3 376 340

Le solde au 31 décembre 2020 comprend la reprise des emprunts de la SEM Sophia Antipolis Habitat (SAH).

COMPTE DE RÉSULTAT

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)

	2021	2020	VARIATIONS
Ventes d'immeubles et terrains	2 902	1 974	928
Charges locatives	70 061	65 321	4 740
Loyers	338 484	319 642	18 842
Autres produits	2 549	1 961	588
TOTAL	413 996	388 898	25 098

Le chiffre d'affaires global de l'exercice représente 414 M€ en hausse de 25.1 M€ par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des ventes d'immeubles est en légère hausse à 2.9 M€ contre 2 M€ en 2020.

Il correspond aux ventes en VEFA de 1 PSLA du « Cailletier » à Roquefort-les-Pins pour 0.1 M€, de 2 PSLA du « Clos des Senteurs » à Mouans-Sartoux pour 0.4 M€ et de 5 PSLA d' « Oxalys » à Juvignac pour 2.4 M€.

Les loyers à 338.5 M€ augmentent de 18.8 M€ par rapport à 2020.

Cette augmentation correspond pour l'essentiel à la mise en service des nouveaux ensembles immobiliers et à l'acquisition des logements lors de la fusion avec la SEM Sophia Antipolis Habitat (SAH).

L'impact de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS) est de 15.5M€ pour l'exercice 2021 contre 15 M€ en 2020.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)

	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020	VARIATIONS
Produit des activités locatives	338 845	319 862	18 983
Dotations aux amortissements des constructions	- 111 898	- 103 071	- 8 827
Intérêts sur emprunts locatifs	- 43 867	- 46 051	2 184
Subventions virées au résultat de l'exercice	17 601	15 288	2 313
Récupération de charges locatives	609	539	70
Charges non récupérées	- 1 252	- 1 606	354
MARGE SUR LOCATIF	200 038	184 961	15 077
Productions diverses	2 549	1 892	657
Entretien du patrimoine	- 61 457	- 68 875	7 418
• Dont entretien courant du patrimoine	- 12 476	- 12 144	- 332
• Dont gros entretien	- 32 769	- 36 674	3 905
• Dont provisions et reprises gros entretien	4 466	- 2 060	6 526
Taxes foncières	- 28 969	- 27 361	- 1 608
Charges nettes sur créances douteuses locataires	- 4 074	- 3 961	- 113
C.G.L.L.S. et mutualisation	- 7 228	- 6 883	- 345
Charges de structure	- 67 867	- 64 804	- 3 063
• Dont charges de personnel	- 55 269	- 52 432	- 2 837
Autres provisions et reprises	- 1 386	- 3 279	1 893
RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ LOCATIVE	31 606	11 690	19 916
RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ ACCESSION	406	249	157
RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT	32 012	11 939	20 073
RÉSULTAT FINANCIER	- 4 445	806	- 5 251
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	23 034	27 533	- 4 499
INTÉRESSEMENT	682	547	135
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	49 919	39 731	10 188

Le résultat de l'exercice passe de 39.7 M€ à 49.9 M€ soit une augmentation de plus de 10.2 M€.

Les principaux éléments qui expliquent cette variation sont les suivants :

- La marge locative qui augmente de 15.1 M€,
- Les dépenses d'entretien qui baissent de 7.4 M€, ceci étant dû notamment à une diminution des postes « Gros entretien » et « Reprise Gros Entretien »,

- Les taxes foncières qui augmentent de 1.6 M€,
- Les charges de structure qui augmentent de 3.1 M€,
- La baisse du résultat financier de 5.3 M€ essentiellement due à des indemnités de remboursements anticipés,
- La baisse du résultat exceptionnel de 4.5 M€ liée principalement aux ventes de logements.

AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement net, qui exclut les ventes d'immobilisations, est en hausse à 28.3 M€ et représente 8.4 % des loyers. Les principales variations d'un exercice à l'autre portent sur :

- Une augmentation des produits locatifs de 19.5 M€, principalement due aux livraisons 2021 et aux logements acquis suite à la fusion avec la SEM SAH.

- Une augmentation des annuités locatives pour 8.1 M€.
- Une augmentation des charges de fonctionnement de 3.7 M€ se décomposant comme suit :
 - une augmentation de la masse salariale de 2.8 M€,
 - une hausse des charges de structure de 0.9 M€.

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ET AUTOFINANCEMENT NET

(en milliers d'euros)

	2021	2020	VARIATIONS	
			EN VALEUR	EN %
Loyers	338 313	319 519	18 794	5.56%
Prestations annexes	2 770	2 096	674	24.33%
PRODUITS LOCATIFS	341 083	321 615	19 468	5.71%
Intérêts sur emprunts locatifs et intérêts compensateurs	- 43 866	- 46 050	2 184	-
Remboursement capital	- 98 882	- 88 363	-10 519	-
Variation des intérêts compensateurs	- 114	- 144	30	-
Subventions d'exploitation	310	139	172	-
ANNUITÉS LOCATIVES	- 142 552	- 134 418	- 8 133	5.71%
En % des loyers	42.14%	42.07%	-	-
Taxe foncière	- 28 969	- 27 361	- 1 608	5.55%
T.F.P.B	- 28 969	- 27 361	- 1 608	5.55%
En % des loyers	8.56%	8.56%	-	-
Gros entretien	- 32 769	- 36 674	3 905	- 11.92%
Entretien	- 33 310	- 29 102	- 4 208	12.63%
Subventions et transferts	246	24	222	90.25%
TOTAL ENTRETIEN DU PATRIMOINE	- 65 833	- 65 752	- 81	0.12%
En % des loyers	19.46%	20.58%	-	-
Charges de personnel non récupérables	- 55 317	- 52 468	- 2 849	5.15%
Transfert de charges	49	36	13	25.80%
Charges de structure	- 20 706	- 19 821	- 885	4.28%
TOTAL GESTION ET FONCTIONNEMENT	- 75 975	- 72 253	- 3 722	4.90%
En % des loyers	22.46%	22.61%	-	-
PERTES ET PROFITS SUR GESTION COURANTE	- 654	- 3 237	2 582	- 394.53%
AUTOFINANCEMENT LOCATIF COURANT	27 100	18 594	8 506	31.39%
En % des loyers	8.01%	5.82%	-	-
MARGE DES PRÊTS	-	-	-	-
Ventes d'immeubles et revenus des SCI	10 977	8 032	2 945	26.83%
Charges accession	- 10 572	- 7 715	- 2 857	27.03%
MARGE ACCESSION	405	317	88	21.67%
Produits financiers	1 687	2 303	- 616	- 36.52%
Autres charges financières	- 5 640	- 1 497	- 4 143	73.46%
RÉSULTAT FINANCIER	- 3 954	806	- 4 759	120.38%
En % des loyers	- 1.17%	0.25%	-	-
Produits exceptionnels	12 230	11 781	449	3.67%
Charges exceptionnelles	- 6 752	- 6 052	- 700	10.36%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	5 478	5 729	- 251	-
INTÉRESSEMENT	- 682	- 547	- 135	19.77%
AUTOFINANCEMENT NET	28 347	24 899	3 448	12.16%
En % des loyers	8.38%	7.79%	-	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (Avant remboursement des emprunts locatifs et dotations aux intérêts compensateurs)	127 343	113 406	13 938	10.94%

INFORMATION SUR LE MÉCANISME D'ALERTE DANS LES ESH

(en milliers d'euros)

(En application du décret n° 2014-1151 du 7/10/2014)

	EXERCICE 2019	EXERCICE 2020	EXERCICE 2021	MOYENNE DES RATIOS 3 DERNIERS EXERCICES
Autofinancement net HLM	25 559	24 899	28 347	-
- Total Produits financiers (compte 76)	2 208	2 303	1 687	-
- Total Produits des activités annexes (compte 70)	392 529	388 898	413 996	-
- Charges récupérées (compte 703)	- 64 869	- 65 322	- 70 061	-
Dénominateur du ratio d'autofinancement	329 868	325 879	345 621	-
Ratio d'autofinancement net HLM Erilia	7.75%	7.64%	8.20%	7.86%
Taux de référence (art R. 423-70 du CCH)		Seuil d'alerte		3%

En application du décret, Erilia se situe au-dessus du seuil d'alerte.

ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE

Le conflit en Ukraine survenu à la fin du mois de février 2022 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2021 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à l'absence d'activité avec l'Ukraine, la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes (le 31/12/2021) n'est pas remise en cause. De plus, eu égard à une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'en estimer les impacts financiers. À la date d'arrêté des comptes de l'entreprise (le 31/12/2021), celle-ci n'est donc pas en mesure de chiffrer, à ce stade, l'impact du conflit en Ukraine sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat. Pour autant, l'évolution observée des prix des matières premières et du taux d'inflation devrait impacter négativement les résultats futurs, et pourrait nécessiter par effet de corrélation, des ajustements budgétaires tant au niveau des charges d'exploitation que des investissements.

Par ailleurs, pour répondre au besoin urgent d'accueillir les réfugiés d'Ukraine qui devraient arriver en France de manière massive, le Groupe Habitat en Région, filiale des Caisses d'Épargne, a décidé d'agir à trois niveaux :

- En mobilisant immédiatement des logements de son parc pour répondre, au fur et à mesure des besoins, et dans la limite des dispositions en vigueur, à l'afflux de réfugiés. Pour cela, le groupe s'appuiera sur les associations disposant de l'agrément intermédiation locative (IML), en lien avec les Associations Régionales HLM.

L'objectif est de trouver, aux côtés des collectivités et des associations, des solutions d'hébergement, à proximité des administrations et des transports en communs.

- En mettant à disposition des locaux pour les organisations humanitaires fortement mobilisées. Concrètement, les locaux seront mis à disposition du tissu associatif local afin de dispenser des cours de français, d'animer des ateliers avec les enfants et de permettre aux parents de remplir les différentes formalités, d'organiser des moments de convivialité permettant aux familles de se retrouver, de stocker et distribuer les aides reçues, de faire le lien avec les partenaires locaux (écoles, dispositifs d'insertion professionnelle...).
- En finançant du mobilier ou du matériel de première nécessité à destination des associations en charge de l'accueil des réfugiés. Il s'agit d'accompagner dans les meilleures conditions l'installation des familles dans leur logement (matelas, couvertures, meubles...).

Cette initiative du Groupe Habitat en Région est complémentaire aux dispositifs prévus par l'Etat et suit l'incitation de l'Union sociale pour l'habitat (USH) à une mobilisation du mouvement HLM. À cet effet, la société Erilia va contribuer à hauteur de 370K€ à l'enveloppe « Urgence Ukrainienne ». Cette enveloppe d'un montant de 1.8 M€ sera alimenté à hauteur de 1,2 M€ par les sociétés du Groupe, selon leur taille et 600 k€ en provenance de Habitat en Région SAS (société faitière du Groupe Habitat en région). Elle viendra abonder le fonds de solidarité du groupe Habitat en Région.

AUTRES INFORMATIONS

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

	NOMBRES DE TITRES TOTAL	CAPITAL DÉTENU PAR ERILIA	QUOTE-PART DÉTENU
SCIC Soleil Logis	69 263	1 053.90	99.84%
SAS Vilia	390	3 569.63	53.33%
SAC Habitat en Région	110 000	59.95	54.50%
SA d'HLM Logirem	211 568	33.65	0.71%
SA d'HLM Immobilière du Moulin Vert	38 175	34.43	10%
Reprise SAH	-	10 871.06	n.d
		15 622.62	

n.d = non déterminé

ENGAGEMENT HORS BILAN (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS REÇUS	AU 31/12/2021	ENGAGEMENTS DONNÉS	AU 31/12/2021
Avals, cautions, garanties reçues	-	Avals, cautions, garanties données	301 171
Emprunts locatifs et autres	193 953	Reste à payer sur marchés signés	481 815
Autres engagements reçus	84 999	Divers	93 605
TOTAL	278 952	TOTAL	876 592

AFFECTATION DU RÉSULTAT (en euros)

Le Conseil d'administration soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire les comptes arrêtés au 31 décembre 2021 et propose d'affecter le solde créditeur de la façon suivante :

Report à nouveau au 01/01/2021	-
Résultat de l'exercice	49 919 440.66
TOTAL	49 919 440.66
Dotation à la réserve de prévoyance	30 515 267.01
Dotation aux autres réserves (Plus-values nettes sur cessions immobilières)	19 314 213.91
Distribution de dividendes : 0.78€ par action	89 959.74
Report à nouveau au 31/12/2021	-

ACTIVITÉS RELEVANT DU SERVICE D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Le règlement n°2021-08 du 8 octobre 2021 modifiant le règlement ANC n° 2015-04 du 4 juin 2015 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social prévoit,

- Dans son article 162-1, que les organismes d'habitations à loyer modéré présentent dans l'annexe des informations relatives à l'affectation du résultat des activités relevant du service d'intérêt économique général défini à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation.»
- Dans son article 5 qu'il s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Les organismes d'habitations à loyer modéré sont donc dispensés d'établir des informations relatives au résultat, au report à nouveau et aux réserves des activités relevant du service d'intérêt économique général défini à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation relatifs à l'exercice précédant le premier exercice d'application.

C'est à ce titre, que la société ERILIA présente uniquement au bilan et au compte de résultat de l'année 2021, la décomposition du résultat entre ses activités SIEG & non SIEG.

Pour l'exercice 2021, les résultats SIEG et hors SIEG s'élèvent respectivement à : 38 460 043.37 € et 11 459 397.29 €.

Il est rappelé que les loyers et charges directes induits par la gestion des logements libres et intermédiaires ne relèvent pas de l'activité SIEG. Par ailleurs, certains produits et charges ne peuvent être affectés directement à 100% à l'une des activités SIEG ou hors SIEG. En conséquence il a été retenu pour ces produits et charges une ventilation à partir des produits d'activité (comptes 70 hors récupération de charges en 703). Au titre de l'exercice 2021, les clés de ventilation calculées SIEG et hors SIEG sont respectivement de 87.82 % et 12.18 %.

DÉLAIS DE PAIEMENT

(en euros)

ARTICLE D.441-4 I.-1° DU CODE DE COMMERCE FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES
À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU

0 JOUR 1 À 30 JOURS 31 À 60 JOURS 61 À 90 JOURS 91 JOURS ET + TOTAL (1 JOUR ET +)

(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT

Nombre de factures concernées						
Montant total des factures concernées TTC	11 563 032.94	128 893.26	139 176.32	56 870.98	659 977.20	12 547 950.70
Pourcentage du montant total TTC de l'exercice	92.15%	1.03%	1.11%	0.45%	5.26%	100%

(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES LITIGIEUSES

Nombre de facture exclues	
Montant total des factures exclues	346 330.47

(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCES UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL – ARTICLE L.441-6 OU L.443-1 DU CODE DE COMMERCE)

Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours ou 45 jours selon marchés / Délais légaux : 60 jours date facturation
--	--

DIVIDENDES AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES (en euros)

Il est rappelé, en application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les dividendes par action mis en distribution par la société Erilia au titre des trois derniers exercices précédents ont été les suivants :

	MONTANT DES DIVIDENDES VERSÉS	MONTANT DU DIVIDENDE PAR ACTION
EXERCICE 2021	89 960	0.78
EXERCICE 2020	100 518	0.88
EXERCICE 2019	100 518	0.88

RÉSULTAT FINANCIER DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES 5 DERNIERS

EXERCICES (en euros)

2017 2018 2019 2020 2021

CAPITAL EN FIN D'EXERCICE

Capital social	4 454 775	4 454 775	4 454 775	4 454 775	4 497 987
Nombre d'actions existantes	114 225	114 225	114 225	114 225	115 333
Chiffre d'affaires	382 668 377	386 151 369	392 529 108	388 897 951	413 996 100
Résultat avant charges calculées	137 062 493	123 933 931	121 538 786	135 209 590	144 899 735
Résultat après charges calculées	64 220 796	41 752 798	32 634 320	39 730 678	49 919 441
Résultat distribué	100 518	100 518	100 518	89 960	89 960

RÉSULTAT PAR ACTION

Résultat avant charges calculées	1 200	1 085	1 064	1 184	1 256
Résultat après charges calculées	562	366	286	348	433
Dividende par action	0.88	0.88	0.88	0.78	0.78

PERSONNEL

Effectif moyen des salariés employés	843	856	883	900	916
Montant de la masse salariale	30 337 227	31 507 994	32 160 694	33 271 555	35 203 037
Montant des avantages sociaux	16 171 775	16 849 763	16 019 284	17 037 905	17 684 191

EFFECTIF DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société se compose de 913 salariés, 901.60 équivalents temps plein répartis comme suit :

	2021	2020
Personnel d'immeuble	353	354
Personnel administratif	548	544
- Dont cadres	230	229
- Dont employés et agents de maîtrise	318	315
TOTAL	901	898

À noter que l'effectif annuel moyen (calculé en équivalents temps plein) s'établissait à 905 en 2021 contre 893 en 2020.

CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI (CICE)

Erlia bénéficie d'un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI. A ce jour, il reste à encaisser le CICE comptabilisé en 2019 pour 0.1 M€.

HONORAIRES ENGAGÉS EN 2021

(en milliers d'euros, hors taxes)

	KPMG	COFIMEC
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	53	59

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

AU TITRE DE L'EXERCICE 2021, LE RESULTAT COMPTABLE EXCEPTIONNEL S'ÉTABLIT À 40.6 M€. IL COMPREND POUR L'ESSENTIEL :

17.6 M€

plus-values sur
sorties d'actifs
(cessions ou mises
au rebut)

17.6 M€

de quotes-parts de subventions
d'investissement virées au
résultat de l'exercice

4.7 M€

de dépenses
sur sinistres

2.8 M€

de remboursements
d'assurances

6.6 M€

de dégrèvements
d'impôts

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (en milliers d'euros)

EMPLOIS STABLES	AU 31/12/2021
DIVIDENDES MIS EN PAIEMENT	90
AUGMENTATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	571 680
- Immobilisations incorporelles	3 682
- Terrains, agencements et aménagements	97 120
- Constructions et travaux d'amélioration	455 153
- Autres immobilisations corporelles	1 506
- Immobilisations financières	14 218
REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIÈRES	523 535
- Locatif et grosses réparations	132 864
- Réserves foncières, aménageur, autres	390 557
- Intérêts compensateurs (diminution)	114
TOTAL DES EMPLOIS	1 095 305
RESSOURCES DURABLES	AU 31/12/2021
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	127 343
- Capacité d'autofinancement (PCG)	127 343
CESSION RÉDUCTION / L'ACTIF IMMOBILISÉ	27 216
- Immobilisations corporelles	26 295
- Autres	921
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES	66 939
- Comptabilisation de subventions d'investissement	66 939
AUGMENTATION DES DROITS SUR IMMOBILISATIONS	43
AUGMENTATION DES DETTES FINANCIÈRES	839 707
- Locatif et grosses réparations	408 401
- Réserves foncières, aménageur, autres	430 041
- Dépôts et cautionnements	1 264
TOTAL DES RESSOURCES	1 061 248
VARIATION DU FRNG (RESSOURCES-EMPLOIS)	- 34 057

Le total des emplois de l'exercice 2021 représente 1 095.3 M€ pour des ressources de 1 061.2 M€. Cet excédent d'emplois de 34.1 M€ par rapport aux ressources n'affecte pas la structure financière de la société.

UTILISATION DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (en milliers d'euros)

AU 31/12/2021

	BESOINS	DÉGAGEMENTS	SOLDE
VARIATIONS EXPLOITATION « CONSTRUCTION-ACCESSION »			
<i>Variations des actifs d'exploitation :</i>			
- Terrains et immeubles en cours	8 072	-	-
- Créances sur acquéreurs	-	1 238	-
<i>Variations des dettes d'exploitation :</i>			
- Emprunt accession (Financement de stocks immobiliers)	-	8 467	-
- Fournisseurs de stocks immobiliers	1 053	-	-
- Produits de ventes sur lots en cours	-	869	-
TOTAUX	9 125	10 575	-
A - Variations "Exploitation - construction accession"			- 1 450
VARIATIONS EXPLOITATION « LOCATIF ET AUTRES ACTIVITÉS »			
<i>Variations des actifs d'exploitation :</i>			
- Locataires et organismes payeurs d'APL	1 611	-	-
- Clients douteux ou litigieux	2 021	-	-
- Produits non encore facturés	1 498	-	-
- Fournisseurs débiteurs	-	1	-
- Autres	-	5 559	-
- Charges constatées d'avance	-	1 110	-
<i>Variations des dettes d'exploitation :</i>			
- Locataires (excédents d'acomptes)	-	2 777	-
- Autres	-	433	-
- Fournisseurs (exploitation, gestion)	3 644	-	-
- Intérêts courus (sauf accession relais, préfinancement)	-	1 296	-
- Autres	-	2 630	-
TOTAUX	8 775	13 806	-
B - Variation Nette "Exploitation"			- 5 031
VARIATIONS « HORS EXPLOITATION »			
<i>Variations des actifs :</i>			
- Autres	-	14 722	-
<i>Variations des dettes :</i>			
- Fournisseurs d'immobilisations	6 591	-	-
- Autres	779	-	-
TOTAUX	7 370	14 722	-
C - Variation Nette "Hors Exploitation"			- 7 352
D - Variation du Besoin en Fonds de Roulement (A+B+C)			- 13 833
VARIATIONS « TRÉSORERIE »			
- Valeurs mobilières de placement	520	-	-
- Variations des disponibilités	-	20 743	-
TOTAUX	520	20 743	-
E - Variation Nette "Trésorerie"			- 20 224
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (D+E)			- 34 057

La variation du fonds de roulement net global, au 31 décembre 2021, s'élève à - 34.1 M€.

ACTIVITÉ DES FILIALES

SOLEIL LOGIS

Soleil Logis est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM (SCIC HLM), dédiée à l'accession sociale à la propriété, filiale d'Erilia qui détient 99.84% du capital social.

Sa compétence géographique couvre le territoire des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse ainsi que le QPV de Rillieux-la-Pape en région Auvergne-Rhône-Alpes.

FAITS MARQUANTS :

L'année 2021 a été marquée par la livraison du programme de 24 logements à La Ciotat « Les Balcons de Bérénice ». Il comprend 19 logements en accession sociale à la propriété et 5 logements locatifs sociaux acquis en VEFA par Erilia.

Au 31 décembre 2021, le patrimoine construit par Soleil Logis s'élève à 1 389 logements dont 18 logements et 3 parkings restent à attribuer.

Le résultat bénéficiaire de l'exercice 2021 de Soleil Logis, principalement constitué de la marge dégagée par cette opération, s'établit à 539 930 €.

L'année 2021 a également été marquée par une réflexion menée sur le Plan Moyen Terme en vue de relancer l'activité de la société dès 2022 avec des perspectives de développement d'environ 400 logements mis en chantier sur la période 2022-2026, et un objectif de 100 logements livrés en moyenne par an à partir de 2025.

La dénomination sociale de la société sera modifiée au cours de l'exercice 2022 au profit de « Erilia Accession ».

VILIA

Vilia, anciennement dénommée Foncière Logipaca, est une foncière dédiée au logement intermédiaire initialement créée par la SA d'HLM LOGIREM et rachetée, en février 2021, par Erilia à hauteur de 60% du capital et par les Caisses d'Épargne CEPAC et Côte d'Azur à hauteur de 20% chacune.

Le capital social a été porté de 1 € à 3 900 000 €, suite à 2 augmentations de capital :

- création de 290 actions à 0.01 € de nominal souscrites en numéraire, émises au prix de 17 161.66 €, soit une prime d'émission de 17 161.65 € par action,
- augmentation du capital de 3 899 996.10 € par incorporation de la prime d'émission.

La Caisse d'Épargne Rhône Alpes est entrée au capital de la société, en novembre 2021, par rachat de 6,67% du capital auprès d'Erilia.

Le patrimoine au 31 décembre 2021 est constitué d'une résidence de 80 logements « East Park » située à Marseille dans le 10ème arrondissement, qui a généré un chiffre d'affaires de 644 K€. L'année 2021 a été marquée par le lancement de 7 opérations représentant 207 logements dont 188 en Nouvelle Aquitaine et 19 en PACA.

Le résultat de l'exercice 2021 se solde par une perte de 159 K€, essentiellement sous l'effet d'éléments non récurrents liés au démarrage de la structure.

HABITAT GUYANAIS

Habitat Guyanais est une Société Anonyme d'HLM constituée en 2012 dont l'objet est de porter un projet de développement du logement locatif social sur le Département de la Guyane. Erilia contrôle 95 % du capital de cette ESH depuis décembre 2016.

Il est rappelé que suite aux difficultés de financement des opérations rencontrées, le Conseil d'Administration de la société a décidé le 28 mai 2015 d'arrêter l'activité de la société qui ne détient aucun patrimoine à ce jour.

Le résultat de l'exercice 2021 se solde par une perte de 23 K€, équivalent aux coûts de fonctionnement.

L'année 2021 a été marquée par la fin du contentieux opposant la société à la SCCV Bolouman et à la SCI Ronjon 33 depuis 2016 en faveur d'Habitat Guyanais.

En conséquence, et comme prévu, Erilia a cédé, à la valeur comptable, l'ensemble de sa participation à la SAS Groupe Habitat en Région au 31 décembre 2021.

AXENTIA

ACTIVITÉ				
	2018	2019	2020	2021
Nombre de logements	21	21	19	18
Nombre d'équivalents logements	9 125	10 001	10 282	10 605
Patrimoine	9 125	10 001	10 282	10 605
Construction / acquisition (OS)	3 432 ¹	1 031 ²	836	427
Cession / fin de bail	-	155	555	15
Réhabilitation (OS)	-	-	-	-
Accession	-	-	-	-
Personnel (ETP à fin d'année)	31	34	46	51
FINANCIER				
EN M€	2018	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires	35.87	45.98	47.45	49.79
Résultat Net	10.87	3.44	3.17	1.49
Autofinancement net HLM	15.61	9.92	5.89	6.02

1 - Dont l'acquisition en bloc à la SIGH et à la SAIMV de 96 établissements représentant 3 432 lits.

2 - Dont l'acquisition en bloc à la SA d'HLM ALLIADE Habitat de 11 établissements représentant 593 lits.

Axentia, Société Anonyme d'HLM à compétence nationale initialement spécialisée dans la réalisation de résidences médico-sociales pour personnes âgées dépendantes et pour personnes handicapées développe désormais son activité sur le champ de logement thématique. Son actionnaire de référence est la Société Anonyme d'HLM Habitat Guyanais qui contrôle 92,97 % du capital.

FAITS MARQUANTS :

Axentia dispose d'une palette d'intervention élargie et d'un patrimoine diversifié qui reste marqué par une prépondérance d'établissements dédiés aux personnes âgées autonomes ou handicapées.

La nouvelle organisation mise en place fin 2019 a permis de renforcer la proximité vis-à-vis des établissements avec 3 agences, à Paris, Lyon et Douai complétées cette année par une nouvelle antenne à Bordeaux qui permettent d'accroître les échanges et la réactivité avec les équipes d'Axentia.

Le déploiement des agences offre aussi à Axentia un ancrage local et alimente un lien direct avec les acteurs locaux. La réponse aux besoins des territoires passe par un dialogue constant avec les collectivités territoriales afin de partager leurs attentes et de s'inscrire dans le cadre d'une co-construction autour de trois pactes :

- Le pacte Elan destiné à accompagner les jeunes adultes vers l'autonomie,
- Le pacte Abri pour accueillir les publics en cas d'accident de parcours,
- Le pacte lien pour favoriser l'autonomie des personnes vulnérables.

En 2021, Axentia a procédé à la livraison de 4 établissements neufs pour une capacité totale de 222 lits.

Dans un même temps, 2 établissements ont été acquis à Essonne Habitat pour 115 lits ce qui porte la capacité totale d'hébergement des établissements à 10 615 lits et 18 logements familiaux fin 2021.

Des négociations sont toujours en cours pour racheter des établissements à des sociétés du groupe Habitat en Région.

Il n'y a pas eu de livraisons en 2021 concernant les opérations de réhabilitation, et les ordres de services lancés courant 2021 concernent une capacité de 302 lits qui seront livrés postérieurement à l'année 2021.

La société investit de façon soutenue dans le cadre des objectifs de développement qu'elle s'est fixée. Son actif brut lié au patrimoine immobilier progresse de 31,7 M€, principalement par la production d'immeubles neufs comme en témoignent les encours de production et en renouvellement de composants. L'actif immobilisé brut hors immobilisations financières est 901,4 M€.

La dette à long terme s'établit à 653,60 M€ dont 11,26 M€ de crédits court terme permettant d'assurer le préfinancement des opérations. L'entretien de son parc a nécessité des travaux de GE à hauteur de 3,15 M€.

La trésorerie s'élève à 43,28 M€.

Au cours de l'année 2021, les équipes ont été renforcées selon les nouvelles ambitions du nouveau plan stratégique 2021-2024, en particulier les objectifs de développement d'Axentia qui sont passés de 500 lits à 800 lits par an, et pour structurer certaines fonctions opérationnelles. Au 31 décembre 2021, Axentia compte 54 collaborateurs présents dont 3 en CDD.

2021 a été enfin marquée par l'accentuation des investissements informatiques autour de la gouvernance de la donnée dans l'ERP, de la dématérialisation et la gestion électronique des documents.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise est établi afin de satisfaire aux dispositions des articles L. 225-37 du Code de Commerce, et comporte les informations requises en application de l'article L. 225-37-4 du même code.

Conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, ledit rapport fait l'objet d'une présentation au sein d'une section spécifique du présent rapport financier.

SOMMAIRE

- Actionnariat de la Société
- Composition du Conseil d'Administration et de ses Comités
- Choix d'exercice de la Direction Générale
- Conventions conclues entre un mandataire social ou un actionnaire significatif et une société contrôlée
- Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs en matière d'augmentation de capital
- Liste des mandats et fonctions exercés dans toute Société par chaque mandataire social durant l'exercice. 2021/2020

ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ AU 31/12/2021

À la date du 31 décembre 2021, le capital social de la Société, d'un montant de 4 497 987 euros, est réparti en 115 333 actions d'une valeur nominale unitaire de 39 euros.

ACTIONNAIRES	NOMBRES D'ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL
CATÉGORIE 1 : ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE	1	113 104	98,07%
CATÉGORIE 2	13	13	0,01%
CATÉGORIE 3	3	3	0,00%
CATÉGORIE 4			
- PERSONNES MORALES	11	1 016	0,89%
- PERSONNES PHYSIQUES	24	119	0,10%
TOTAL GÉNÉRAL	52	114 225	100%

Conformément à l'article L. 422-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'actionnaire de référence (Catégorie I) est la société Groupe Habitat en Région.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

La composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2021 est la suivante :

- M. Joël CHASSARD - Président du Conseil d'Administration

CATÉGORIE I - ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE

- GROUPE HABITAT EN RÉGION
représentée par M. Jérémy ESTRADER

CATÉGORIE II

- MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR
représentée par M. Anthony BORRE
- MÉTROPOLE GRAND LYON
représentée par M. Pierre-Alain MILLET
- MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
représentée par M. Lionel ROYER-PERREAUT

CATÉGORIE III

- M. Georges-Claude TROVA (FLAM – Familles Rurales)
- M. Mehdi ACHOURI
(Conférence Nationale du Logement)
- M^{me} Chérina NACER-CHERIF (INDECOSA CGT)

CATÉGORIE IV

- CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC
représentée par M. Didier MOATÉ - Vice-Président
du Conseil d'Administration
- CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR
représentée par M. Claude VALADE
- CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON
représentée par M^{me} Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE
- CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-DRÔME-ARDÈCHE
représentée par M. Stéphane CAMINATI
- CAISSE D'ÉPARGNE RHÔNE-ALPES
représentée par M^{me} Elsa MIGNANI
- VILLE DE MARSEILLE représentée par M. Patrick AMICO
- M^{me} Marie-Hélène FOUBET
- M^{me} Laetitia AUSTRUY-MILHE
- M^{me} Laurence BERGERON
- M^{me} Catherine RELJIC

COLLÈGE DE CENSEURS

- CAISSE D'ÉPARGNE BRETAGNE-PAYS DE LOIRE représentée par M^{me} Marie NAMIAS
- BPCE
- TOIT ET JOIE représentée par M. Yves ROLAND
- M. Hubert VOGLIMACCI

REPRÉSENTANTS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

- M^{me} Claire CHAVIER
- M^{me} Géraldine DEVILLERS
- M. Yves BESSONE
- M. Pierre DUBET

COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'Audit est une émanation du Conseil d'Administration auquel il rend compte de ses travaux. Il se réunit au moins deux fois par an afin notamment d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le suivi du contrôle légal des comptes annuels.

Le Comité d'Audit est chargé d'une double mission :

- l'examen, en présence des Commissaires aux Comptes, des comptes sociaux en vue de se forger une opinion,
- l'examen des différents travaux dans le domaine de l'audit et du contrôle interne, ainsi qu'en matière de risques notamment opérationnels.

Il peut également être appelé à émettre un avis sur les projets organisationnels ou de développement importants.

La composition du Comité d'Audit au 31 décembre 2021 est la suivante :

- Présidence – CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-DRÔME-ARDÈCHE représentée par M. Stéphane CAMINATI
- CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR représentée par M. Claude VALADE
- CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC représentée par M. Didier MOATE
- CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON représentée par M^{me} Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE
- GROUPE HABITAT EN RÉGION représentée par M. Jérémy ESTRADER
- CAISSE D'ÉPARGNE BRETAGNE-PAYS DE LOIRE représentée par M^{me} Marie NAMIAS
- BPCE
- M. Hubert VOGLIMACCI

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des Rémunérations est une émanation du Conseil d'Administration et est chargé de le lui proposer les conditions de rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit au moins une fois par an.

La composition du Comité des Rémunérations au 31 décembre 2020 est la suivante :

- Présidence – CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR représentée par M. Claude VALADE
- GROUPE HABITAT EN RÉGION représentée par M. Jérémy ESTRADER
- CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC représentée par M. Didier MOATE
- M. Joël CHASSARD, Président du Conseil d'Administration
- BPCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

- KPMG représenté par M. Yves DELMAS
- COFIMEC représenté par M. Daniel MANDRAGOLA

CHOIX D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Article L. 225-37-4-4° du Code de Commerce

Le Conseil d'Administration de la Société, par délibération en date du 14 juin 2019, a décidé, en application des dispositions de l'article L. 225-51-1 du Code de Commerce, de maintenir la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, à l'occasion de la nomination de M. Joël CHASSARD en tant que Président du Conseil d'Administration et celle de M. Frédéric LAVERGNE en tant que Directeur Général.

CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE

Article L. 225-37-4-2° du Code de Commerce

Au cours de l'exercice 2021, la Société n'a pas conclu de nouvelles conventions avec ses filiales.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET DE POUVOIRS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Article L. 225-37-4-3° du Code de Commerce

Aucune délégation n'a été accordée au cours de l'exercice 2021 par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société en matière d'augmentation de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de Commerce.

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS DANS TOUTE SOCIÉTÉ PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2021 Article L. 225-37-4-1° du Code de Commerce

M. JOËL CHASSARD

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION / MEMBRE DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC	Président du Directoire
SAC HABITAT EN RÉGION SUD EST	Président du Conseil d'Administration
SAS CEPAC INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT	Président du Conseil de Direction, représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC
SAEM SOGIMA	Président du Conseil de Surveillance Président du Comité de Rémunération
SA BPCE	Censeur représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC au Conseil de Surveillance
GIE IT-CE	Administrateur, représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC
SAS CE HOLDING PARTICIPATIONS	Administrateur
ASSOCIATION FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Administrateur au Conseil Fédéral, représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC Co-Président de la Commission de Gouvernance
GIE BPCE ACHATS	Administrateur
ASSOCIATION FINANCES & PÉDAGOGIE	Membre de droit, représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC
ASSOCIATION FRANCE ACTIVE PACA	Membre de droit du Comité de Surveillance, représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC

M. DIDIER MOATÉ

VICE-PRÉSIDENT, ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC / MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATION

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC	Membre du Directoire en charge du Pôle Métropole
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Administrateur représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC Membre du Comité de Rémunération
SA HLM LOGIREM	Administrateur représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC Membre du Comité d'Audit Membre du Comité de Rémunération
SAEM SOGIMA	Membre du Conseil de Surveillance représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Président du Comité d'Audit
SA SOCFIM	Membre du Comité Stratégique
SAS CEPAC INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT (CEPAC ID)	Président Exécutif représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC Membre du Conseil de Direction
SASU CEPAC IMMOBILIER	Président représentant de la Caisse d'Épargne CEPAC
SAS PFACTORY	Membre du Comité Stratégique représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC
SAS C INVEST HOLDING	Président représentant de la SAS CEPAC ID
SAS SMALT CAPITAL	Président du Conseil d'Administration
SA BANQUE PALATINE	Administrateur représentant permanent de la Caisse d'Épargne CEPAC Membre du Comité de Rémunération Membre du Comité des Risques
UPE 13	Vice-Président en charge du développement économique

M. JÉRÉMY ESTRADER**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DU GROUPE HABITAT EN RÉGION
MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Directeur Général Délégué
GIE HABITAT EN RÉGION	Président
SA HLM FAMILLE & PROVENCE	Administrateur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Président du Comité d'Audit Membre du Comité des rémunérations
SA HLM HABITATIONS DE HAUTE PROVENCE	Administrateur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Président du Comité d'Audit Président du Comité des Rémunérations
SCIC HLM VALDURANCE HABITAT	Administrateur, représentant de la SAS Groupe Habitat en Région
SAS FONCIERE DU MOULIN VERT	Président du Conseil d'Administration à compter du 03/12/2021 Membre du Comité d'Audit Membre du Comité des Rémunérations
SA HLM SIA Habitat	Administrateur, représentant de la SAS Groupe Habitat en Région à compter du 07/07/2021 Président du Comité d'Audit Membre du Comité des Rémunérations
SAC PETRAM	Censeur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Membre du Comité d'Audit Membre du Comité des Nominations et Rémunérations
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Censeur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Membre du Comité d'Audit et de Soutenabilité Financière Membre du Comité des rémunérations
SA HLM ALTEAL	Censeur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Membre du Comité d'Audit & Risques Membre du Comité des Rémunérations
GIE ÉCOLOCALE	Administrateur, représentant permanent de BPCE
SA COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Administrateur, représentant permanent de BPCE

M. CLAUDE VALADE**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR
PRÉSIDENT DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR (CECAZ)	Président du Directoire à compter du 22/02/2021
SAS CE HOLDING PARTICIPATIONS	Administrateur représentant permanent de la CECAZ à compter du 22/02/2021
GIE IT-CE	Administrateur représentant permanent de la CECAZ à compter du 06/04/2021
SAS TURBO	Administrateur représentant permanent de la CECAZ à compter du 05/05/2021
SA HLM LOGIREM	Président du Conseil d'Administration Président du Comité des Rémunérations À compter du 12/04/2021
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Administrateur représentant permanent de la CECAZ à compter du 22/04/2021
SAC HABITAT EN RÉGION SUD EST	Administrateur à compter du 12/04/2021
GIE BPCE ACHAT	Administrateur représentant permanent de la CECAZ à compter 19/07/2021
GIE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance représentant de la CECAZ à compter du 22/04/2021
ASSOCIATION FÉDÉRATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Administrateur représentant de la CECAZ à compter du 22/02/2021

MME NATHALIE BULCKAERT-GREGOIRE

ADMINISTRATRICE RÉPRESENTANTE PERMANENTE

DE LA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON / MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON (CELR)	Membre du Directoire
ACM	Administratrice à compter du 01/02/2021
AGENCE RÉGIONALE ÉNERGIE CLIMAT OCCITANIE	Censeur représentante permanente de CELR
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Administratrice représentante permanente de CELR jusqu'au 21/04/21
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER	Administratrice représentante permanente de CELR
SA SOCFIM	Administratrice représentante permanente de CELR
SA HLM UN TOIT POUR TOUS	Présidente du Conseil d'Administration à compter du 18/06/2021
HRO HABITAT EN RÉGION OCCITANIE	Administratrice représentante d'Un Toit pour Tous
SAC HER OCCITANIE	Présidente du Conseil d'Administration à compter du 01/07/2021

M. STÉPHANE CAMINATI

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-DRÔME-ARDECHE
PRÉSIDENT DU COMITÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-DRÔME-ARDECHE (CELDA)	Président du Directoire
SA HLM SDH CONSTRUCTEUR	Président du Conseil d'Administration
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Administrateur
SACICAP PROCIVIS FOREZ VELAY	Administrateur
ASSOCIATION FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE	Administrateur représentant permanent de la CELDA
GIE IT-CE	Administrateur représentant de la CELDA Président du Comité d'Audit et des Comptes
SA NATIXIS WEALTH MANAGEMENT	Administrateur
GIE BPCE ACHATS	Président
GIE BPCE INFOGÉRANCES ET TECHNOLOGIES	Président du Comité d'Audit
SA ALBIANT-IT	Administrateur

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT D'ERILIA

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA HLM ALLIADE HABITAT	Administratrice, représentante permanente de la CERA jusqu'au 6 avril 2021
GIE ÉCOLOCALE	Administratrice, représentante permanente de la CERA jusqu'au 1 ^{er} avril 2021
SAEM SOCIÉTÉ DES TROIS VALLÉES	Membre du conseil de surveillance, représentante permanente de la CERA, à compter du 29 mars 2021

M. PIERRE-ALAIN MILLET**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE DU GRAND LYON**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
MÉTROPOLE DU GRAND LYON	Conseiller métropolitain
VILLE DE VÉNISSIEUX	Adjoint au Maire
SAEM SACOVIV	Président, représentant de la Ville de Vénissieux
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SITIV	Président, représentant de la Ville de Vénissieux
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SIGERLY	Vice-président, représentant de la Métropole du Grand Lyon
ASSOCIATION ALEC	Représentant de la Métropole du Grand Lyon
INSA LYON	Enseignant-chercheur jusqu'à septembre 2021

M. LIONEL ROYER-PERREAU**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	Conseiller Métropolitain
CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE	Vice-Président
CONSEIL DÉPARTEMENTAL	Vice-Président
OPH 13 HABITAT	Administrateur, Président représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPL SOLEAM	Administrateur, Président représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMÉRATION MARSEILLAISE	Administrateur représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPL D'AMENAGEMENT INTÉRÊT NATIONAL	Administrateur représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPL SHIPYARDS LA CIOTAT	Administrateur

M. ANTHONY BORRE**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
VILLE DE NICE	Premier Adjoint
MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR	Vice-Président
RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	Conseiller Spécial du Président délégué
PLAN LOCAL INSERTION EMPLOI	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
UNION RÉGIONALE DES PLANS LOCAUX POUR L'INSERTION	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE - EFUS	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte
SERVICE INTÉGRÉ D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION DES ALPES-MARI-TIMES	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SYNDICAT MIXTE POUR LES INONDATIONS, L'AMÉNAGEMENT ET LA GESTION DE L'EAU MARALPIN - SMIAGE	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SA HLM CÔTE D'AZUR HABITAT	Président
SA HLM CDC HABITAT SOCIAL	Administrateur
SA HLM ICF HABITAT SUD-EST MEDITERRANEE	Administrateur
SA HLM LOGIREM	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur

SA HLM LOGIS FAMILIAL	Administrateur
SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE CÔTE D'AZUR AMÉNAGEMENT	Titulaire
COMITÉ RÉGIONAL DE L'HABITAT	Titulaire
AGENCE NATIONALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT	Membre
FONDS SOLIDARITÉ LOGEMENT	Comité de Pilotage
ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DES ALPES-MARITIMES (ADIL 06)	Membre
SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATION MULTIPLE POUR LA PROMOTION DU QUARTIER DE LABADIE	Suppléant
COMITÉ DES PARTENAIRES DE LA PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES - POPSU MÉTROPOLÉ	Membre
ECOTER	Suppléant
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA PLAINE DU VAR	Suppléant
OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN	Suppléant
COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE	Titulaire à compter du 31 mai 2021
MISSION LOCALE COMMUNAUTAIRE	Suppléant

M. PATRICK AMICO

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA VILLE DE MARSEILLE

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SOLEAM	Administrateur
SACICAP DE PROVENCE	Administrateur
SAEM MARSEILLE HABITAT	Administrateur
ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME	Administrateur
SA HLM LOGIS MEDITERRANÉE	Administrateur
LYCEE THIERS	Administrateur

M. MEHDI ACHOURI

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
FÉDÉRATION CNL DES BOUCHES-DU-RHÔNE	Responsable du Pôle Consommation Délégué Fédéral
CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CNL)	Membre élu de la Commission Administrative Nationale Référént Pôle Consommation
Erilia	Membre de la CALEOL JOLIETTE Membre de la CALEOL ISTRES
CGT	Conseiller du Salarié des Bouches-du-Rhône
CGT FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES	Membre élu à la Commission Exécutif Fédéral
RAFFINERIE PETROINEOS/INEOS	Membre élu suppléant CGT du Conseil Social et Economique
ASSOCIATION L'AMICALE DU CLOS DES FIGUIERS	Président
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES	Représentant titulaires des consommateurs au sein du Conseil Supérieur de l'éducation routière (CSER)
CONSEIL CITOYEN NORD LITTORAL EST	Représentant Association
MACIF	Délégué de Proximité PACA

M. GEORGES-CLAUDE TROVA

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
ASSOCIATION FLAM	Trésorier adjoint
ASSOCIATION DE DÉFENSE DES LOCATAIRES D'Erilia SUR NICE	Président
COMITÉ DE QUARTIER L'ARIANE	Président

M^{ME} CHERINA NACER-CHERIF

ADMINISTRATRICE REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
ASSOCIATION INDECOSA CGT 13	Administratrice
CENTRE TECHNIQUE RÉGIONAL DE LA CONSOMMATION (CTRC) PACA	Administratrice adjointe

M^{ME} CATHERINE RELJIC

ADMINISTRATRICE

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
CRESS PACA	Administratrice représentante permanente de la CEPAC
SAEM SOGIMA	Membre du Conseil de Surveillance représentante permanente de la CEPAC
SA HLM LOGIREM	Administratrice

M^{ME} LAËTITIA AUSTRUY-MILHE

ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA HLM FAMILLE ET PROVENCE	Administratrice
SA HLM HABITAT GUYANAIS	Administratrice représentante permanente de la CEPAC
SAS SMALT CAPITAL	Administratrice représentante permanente de CEPAC ID
SA PROENCIA	Administratrice représentante permanente de CEPAC ID
SAS PROXIPACA FINANCE	Membre du Conseil de Direction
SA SAMENAR	Administratrice représentante permanente de CEPAC ID
SCIC FOYER DE PROVENCE	Administratrice représentante permanente de FAMILLE ET PROVENCE
SAS CLESUD TERMINAL	Membre du Conseil de Direction représentante permanente de la CEPAC
SAS URBIS PARK INFRASTRUCTURES SAS	Membre du Conseil de Direction représentante permanente de CEPAC ID
SAS AREMA	Membre du Comité de Direction représentante permanente de la CEPAC
FPCI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Membre du Comité Consultatif représentante permanente de CEPAC ID
FPCI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Membre du Comité Stratégique représentante permanente de CEPAC ID
SAS CONNECT & CO	Membre du Comité Stratégique représentante permanente de CEPAC ID
SAS CONNECT INVEST	Membre du Comité Consultatif
FPS FIDEPPP 2	Membre du Comité Consultatif représentante permanente de la CEPAC
FPCI MEESCHAERT PRIVATE EQUITY FUND COMPARTIMENT B	Membre du Comité Consultatif représentante permanente de CEPAC ID
SAS RHÔNE ALPES CREATION VIVERIS VENTURE	Membre du Comité de Surveillance représentante permanente de CEPAC ID
FPCI RUN CROISSANCE PARTS A	Membre du Comité stratégique représentante permanente de la CEPAC
SAS TERTIUM MANAGEMENT	Membre du Comité Stratégique représentante permanente de CEPAC ID
FPCI TERTIUM CROISSANCE	Membre du Comité d'Investissement
FPCI CROISSANCE IV	Membre du Comité Stratégique représentante permanente de la CEPAC

M^{ME} LAURENCE BERGERON ADMINISTRATRICE

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SAEML STE LOCALE EXPANSION DE LA VALETTE	Administrateur représentant permanent de la CECAZ
SAEM VAR AMÉNAGEMENT DÉVELOPPEMENT	Administrateur représentant permanent de la CECAZ
SACICAP DU VAR	Administrateur représentant permanent de la CECAZ
SAS VILIA	Membre du Comité de Suivi des Engagements

M^{ME} MARIE-HÉLÈNE FOUBET ADMINISTRATRICE

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA HLM LOGIREM	Administratrice, Vice-Présidente
SLE LENS ARRAS	Administratrice pour la Caisse d'Épargne Haut de France
GROUPE VITAMINE T	
SIP AMIENS	

M. FRÉDÉRIC LAVERGNE DIRECTEUR GÉNÉRAL

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SCIC SOLEIL LOGIS	Président du Conseil d'Administration
SAS VILIA	Président du Conseil d'Administration, représentant permanent Erilia jusqu'au 07/06/2021 Président représentant permanent Erilia jusqu'au 07/06/2021
GIE DELTALIA	Membre du Conseil de Surveillance représentant permanent Erilia à compter du 13/12/2021
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Administrateur représentant permanent d'Erilia
SA HLM FAMILLE ET PROVENCE	Administrateur
SA HLM HABITAT GUYANAIS	Administrateur représentant permanent d'Erilia
SAEM SOGIMA	Membre du Conseil de Surveillance
ASSOCIATION RÉGIONALE HLM PACA ET CORSE	Administrateur, Vice-Président représentant permanent d'Erilia
SA HLM SIA HABITAT	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration jusqu'au 09/06/2021
SAEM SOPHIA ANTIPOLIS HABITAT	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration jusqu'au 09/06/2021 Administrateur représentant permanent d'Erilia jusqu'au 31/03/2021



POLITIQUE & INDICATEURS RSE

En 2021, Erilia a passé un nouveau cap dans sa prise en compte de son impact social, territorial et environnemental, en devenant société à mission.

Avec une culture de la responsabilité sociale de l'entreprise ancrée dans ses actions au quotidien et une démarche Groupe de Performance Extra-financière (DPEF disponible que le site internet d'Erilia www.erilia.fr), Erilia poursuit sa mission en tenant compte de ses parties prenantes.

La mission et la RSE couvrent des objectifs différents : Avec sa raison d'être et sa mission, Erilia définit un projet collectif et singulier à long terme et affirme son utilité pour l'écosystème et la Société en liant capacité d'innovation et solidarité envers ses parties prenantes.

Elle poursuit le traitement de ses externalités au travers de la RSE.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS RSE DE 2019 À 2021 DANS LE CADRE DU DÉCRET N° 2012-557 DU 24 AVRIL 2012 RELATIF AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

IMPACT	2021		2020		2019	
	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Intégration de nouvelles exigences dans les CCTP						
Nombre de logements labellisés (NF HABITAT, NF HABITAT HQE, BDM, PROMOTELEC, QUALITEL, H&E)	541	432	452			
Référent Développement Durable dans l'entreprise	Oui 2 référents : JC. Jambet et S. Ducottet.	Oui 2 référents : JC. Jambet et S. Ducottet.	Oui 2 référents : JC. Jambet et L. Dupont.			
Action d'information des salariés en matière de protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Depuis septembre 2017, parution dans ELLO, de fiches Eco Geste. Articles sur ELLO sur les thèmes de la construction durable, des modes de mobilité doux (vélo) Challenge Ouilive en partenariat avec Reforestation. 	<ul style="list-style-type: none"> Depuis septembre 2017, parution dans ELLO, d'une fiche Eco Geste chaque trimestre Campagne d'E mailings pour la semaine européenne du développement durable et défi «Un petit geste pour la planète». 	<ul style="list-style-type: none"> Depuis septembre 2017, parution dans ELLO, d'une fiche Eco Geste chaque trimestre. 			
Nombre de foyers ayant été sensibilisés au comportement éco-citoyen	<p>TOTAL 903 FOYERS :</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 ménages sensibilisés à la Résidence «Roseraie 2» (Agence Erilia Marseille Sud), une action de sensibilisation aux consignes de tri des déchets avec remise de kits (mémo tri, sac de pré-collecte, autocollants stop pub) auprès de 73 ménages de la Résidence «Les pépinières» (agence Erilia Biarritz et agence Erilia Alpes du Sud), 815 ménages ont bénéficié du remplacement de composants (radiateurs électriques radiants ou chaudières GAZ) dans le cadre du programme des CEE. 	3 340 foyers concernés par l'opération de tri sélectif des bouteilles en plastique durant toute l'année accompagné par l'association Yoyo à Marseille.	774 foyers sensibilisés : action HAPI à La Castellane à Marseille et action sur le tri sélectif sur les Logis de Châteauvaillon à Toulon et mise en place d'un dispositif nouveaux entrants piloté par la Métropole et le Conseil départemental sur 3 agences Erilia Marseille Sud, Marseille Nord et Aubagne : actions collectives et individuelles autour de la thématique écocgestes.			
Nombre d'opérations livrées avec une charte de chantier propre	541 logements soit 31,4 % de nos opérations	332 logements livrés soit 33,7% de nos opérations				
Nombre et % de logements neufs livrés dont les performances énergétiques répondent à des référentiels énergétiques au-delà de la RT 2012	541 logements soit 31,4 % de nos opérations	332 logements livrés soit 33,7% de nos opérations	329 logements neufs livrés en 2019 dont les performances énergétiques répondent à des référentiels énergétiques au-delà de la RT 2012. Soit 18% du nombre de logements livrés.			

IMPACT	INDICATEURS			
	2021	2020	2019	
IMPACT ENVIRONNEMENTAL	Intégration de nouvelles exigences dans les CCTP : les méthodes et outils générant des niveaux sonores faibles sont choisis prioritairement; engins de chantier listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002, niveau de phase 2 prioritairement utilisés.	Oui	Oui	Oui
	Nombre d'opérations livrées avec une performance acoustique supérieure à la réglementation.	541	268	201
	Installations eau chaude sanitaire avec pré-chauffage solaire (nombre de logements)	2 621 logements	2 512 logements	2 506 logements
	Consommation de matière première	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 805 PDL, 21 658 MWh)	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 794 PDL, 20 691 MWh)	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 742 PDL, 24 133 MWh)
	Installations photovoltaïques	21 installations photovoltaïques dont 1 en autoconsommation	21 installations photovoltaïques dont 1 en autoconsommation	21 installations photovoltaïques dont 1 en autoconsommation
	Nombre de logements en construction situés dans des éco-quartiers	Aucun logement livré en 2021 situés en éco-quartiers	Aucun logement livré en 2020 situés en éco-quartiers	Aucun logement livré en 2019 situés en éco-quartiers
	Aménager des espaces verts qui préservent la biodiversité	Oui	Oui	Oui
	Patrimoine répertorié en classes énergétiques A, B et C	65,4%	68,83%	70,09%
	Évolution de la part de logements selon les différentes classes énergétiques liées à la consommation moyenne d'énergie (kWh/m ² /an) PART DU PATRIMOINE REPERTORIE EN CLASSE A à E et +	A : 13,40% B : 23,3% C : 28,7% D : 20,4% E : 7,1% F : 1,4% G : 0,7%	A : 12,70% B : 25,41% C : 30,72% D : 19,70% E : 6,88% F : 1,26% G : 0,53%	A : 12,28% B : 25,56% C : 32,25% D : 20,58% E : 7,31% F : 1,35% G : 0,67%
	Évolution de la part de logements selon les différentes classes énergétiques	A : +10,4% B : -3,5% C : -2,1% D : +8,9% E : +13,3% F : -0,3% G : +7,5% *	A : +7,01% B : +2,89% C : -1,43% D : -0,94% E : -2,53% F : -3,84% G : -17,74%	A : +16,04% B : +1,93% C : +1,59% D : +0,49% E : +1,44% F : +1,61% G : +4,79%
Économies d'énergies réalisées depuis 2012 (en GWh) et valorisée en C2E et CO ₂ évités (en tonnes)	2 439,5 GWh (+416,8 GWh)	2 022,7 GWh (+178,2 GWh)	1 844,5 GWh (+179,1 GWh)	

* Évolution des G lié à l'impact du changement de mode de calcul des DPE (juillet 2021).

IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Quantité d'équivalents CO2 émis (A18)	85 805 T	81 629 T	80 710 T
Quantité d'équivalents CO ₂ économisés (A17) - Production annuelle	33 231 T	35 081 T	17 116 T
Émissions GES estimées en Kg équivalent CO ₂ /an	1 321,42	1 452,75	1 439,19
Consommation d'électricité en KWh	21 658 000 kWh	20 690 542 kWh	24 133 000 kWh
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont A, B et C	33 878	33 818	
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont D	14 789	14 175	
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont E, F et G	8 925	8 154	
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) ayant un DPE (hors DPE = 0)	57 592	56 147	
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) n'ayant pas de DPE	3 065	1 625	
Somme de logements gérés (hors accession et foyers) au 31/12	60 657	57 772	
% - DPE A, B, C	55,9 %	58,5%	
% - DPE D	24,4 %	24,5%	
% - DPE E, F, G	14,6 %	14,1%	
% - sans DPE	5,1 %	2,8%	
Actions mises en place pour réduire l'exposition aux risques du changement climatique	Travail sur le ré-emploi des matériaux dans le cadre de nos démolitions. Mise en place de solution bio-sourcée dans nos futures constructions, travail sur les réductions d'émissions de CO ₂ .	Travail sur le ré-emploi des matériaux dans le cadre de nos démolitions.	

INDICATEURS		2021	2020	2019
IMPACT SOCIAL	Nombre d'heures d'insertion hors ANRU	13 673,25	24 054,6	18 220
	Nombre d'heures de travailleurs en insertion (contrôle par un tiers)	Total de 35 929 heures réparties comme suit : 8 800 heures (Résidence La Castellane AIES ADDAP 13) et 27 129 heures (ACI Vallauris Emploi & Services 06) réalisées par Emploi & Services 06 sur Les Hauts de Vallauris, dont 18 200 heures réalisées par des salariés habitants du quartier.	Total de 14 738 heures réparties ainsi : 2 625 réalisées par l'association Emploi & Services 06, 4 450 réalisées par l'ADAM sur Nice et 7 663 par l'ADDAP 13.	Total de 10 090 heures réparties sur La Castellane par l'ADDAP 13 (9 590h) et sur les Hauts de Vallauris par Emplois & Services 06 (500 heures).
	Nombre d'heures d'insertion ANRU	4 750	2 342	3 540
IMPACT TERRITORIAL	Part des contrats ayant fait l'objet d'un AO et ayant intégré des exigences RSE (%)	81 contrats (lots) sur 91 contrats passés en procédures formalisées intègrent des clauses sociales ou environnementales soit 89,01 % des contrats.	103 contrats (lots) sur 130 contrats passés en procédures formalisées intègrent des clauses sociales ou environnementales soit 78,63 % des contrats.	57 contrats (lots) sur 74 contrats passés en procédures formalisées intègrent des clauses sociales ou environnementales soit 77,03 % des contrats.
	Nombre de réunions annuelles du Conseil	5	6	5
IMPACT SOCIAL	Taux de féminisation des Conseils	38,88%	0,38	0,2352
	Organisation des instances : mesures mises en place pour assurer la diversité et la représentativité au sein des instances et la formation des administrateurs aux enjeux du logement social.	Concernant le taux de féminisation, le conseil d'administration d'Eriila est soumis aux décisions de ses actionnaires sans pouvoir intervenir sur le choix d'administrateurs féminins, idem concernant les représentants des locataires et des EPCI : il s'agit d'élus Concernant la formation/informations des administrateurs : digitalisation des dossiers conseil d'administration. Un support de formation à l'attention des administrateurs est en cours de rédaction au niveau du Groupe Habitat en Région.		
IMPACT TERRITORIAL	Conseil de concertation locale (nombre/an)	3	4	3
	Nombre d'accords en cours avec des associations de locataires	24 (robinetterie, d' Désinsectisation, vidéo-surveillance)	796 (robinetterie, désinsectisation, condamnation VO, caméras, sécurisation)	7 (caméra, condamnation VO, robinetterie, désinsectisation)

IMPACT TERRITORIAL	Nombre de résidences réhabilitées ayant fait l'objet de réunions d'information auprès des locataires	10	3	10
	Attribution de logements (nombre de logements)	5 033	4 359	4 437
	% de locataires entrants ayant des revenus inférieurs à 60% des plafonds de ressources	76,17 %	75,71 %	75,39 %
	Nombre d'attributions dans le cadre du DALO / PDALPD	1 052 attributions DALO + PDALPD (2 838 attributions prioritaires, objectif numéro 3 de la loi Egalité et Citoyenneté)	1 064 attributions DALO + PDALPD (2 749 attributions prioritaires, objectif numéro 3 de la loi Egalité et Citoyenneté)	1 152 attributions DALO + PDALPD (2 233 attributions prioritaires, critère mis en place par la loi Egalité et Citoyenneté)
IMPACT SOCIAL	Mutation dans le cadre du parcours résidentiel (nombre de logements)	383	379	457
	Taux de mutation interne dans les attributions (%)	7.61 %	8.69 %	10.30 %
	Existence d'une politique d'attribution formalisée	Pas de mise à jour de l'article 2 du règlement d'attribution	Pas de mise à jour de l'article 2 règlement d'attribution	Oui : le règlement d'attribution des logements complété du memento d'attribution (2 mises à jour / an). Orientations prioritaires d'attribution (Cf. Règlement d'attribution)
	Satisfaction de nos locataires (taux global mesuré tous les 3 ans)	82,90%	82,90%	82,90%
IMPACT TERRITORIAL	Nombre de logements HLM vendus	159	150	80
	Actions de proximité menées dans les quartiers pour favoriser le lien social	Subventions de fonctionnement au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage. Subventions de fonctionnement aux associations organisant des activités d'animation, subvention à l'organisation par les associations de locataires. Total 2021 : 550 131 €	Subventions de fonctionnement au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage. Subventions de fonctionnement aux associations organisant des activités d'animation, subvention à l'organisation d'événements par les associations de locataires. Total 2020 : 458 412 €	Subventions de fonctionnement au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage. Subventions de fonctionnement aux associations organisant des activités d'animation, subvention à l'organisation d'événements par les associations de locataires. Total 2019 : 452 848€
	Mesures mises en place pour le maintien des locataires dans le logement et la prévention / le traitement des impayés	<ul style="list-style-type: none"> 1 758 actions sociales réalisées auprès de 1 200 ménages. 80% des orientations vers les CEF se font dans le cadre du précontentieux. 142 aides au maintien dans les lieux pour 117 340€ 40 bénéficiaires pour l'aide à la mutation pour un montant d'aide de 41 623€, 23% de mutation réalisées à N (une aide de 1 700€ en moyenne par mutation), et 58% d'aides qui se poursuivent à N+1 	<ul style="list-style-type: none"> 1 708 actions sociales réalisées auprès de 1 125 ménages 256 aides au maintien dans les lieux pour 171 796€. 49 bénéficiaires pour l'aide à la mutation pour un montant de 55 021€ 	

IMPACT	INDICATEURS			2020	2019
		2021			
IMPACT TERRITORIAL	Compétence nationale	7 régions 37 départements 129 EPCI 317 communes	7 régions 37 départements 122 EPCI 304 communes	7 régions 37 départements 121 EPCI 304 communes	7 régions 37 départements 121 EPCI 304 communes
	Livraisons de logements neufs + AA	1 509 logements neufs 63 AA 1 735 acquisitions en bloc	944 logements neufs 45 AA	1 114 logements neufs 60 AA	
	Chiffre d'affaires généré au profit du BTP (millions d'euros)	441 M€	151,87 M€	129 M€	
	Chiffre d'affaires généré au profit du BTP rapporté à un équivalent ETP : - Construction - Renovations et réhabilitation	399 M€ 42 M€	118,73 M€ 33,14 M€		
	Nombre de familles suivies dans le cadre de la prévention des expulsions	1 758 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion 1 200 familles suivies par les CESF Erilia		<ul style="list-style-type: none"> 1 708 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion 1 125 ménages accompagnés 	<ul style="list-style-type: none"> 1 680 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion 1 210 ménages accompagnés
IMPACT SOCIAL	Nombre d'expulsions	46	8	40	
	Mécénat en faveur d'actions de proximité (centres sociaux)	1 16 638 € (dont centres social Air Bel et La Castellane en lien avec la copropriété)	119 544€ (dont centre social Air Bel et Castellane en lien avec la copropriété)	105 316 €	
	Montant des travaux consacrés à l'adaptation des logements aux handicapés (€)	510 093 €	454 557 €	471 291 €	
	Nombre de logements adaptés au vieillissement et au handicap	<ul style="list-style-type: none"> 1 225 logements UFR / PMR au 31/12/2021 dont 58 logements livrés en 2021 209 logements et 2 parties communes ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2021 	<ul style="list-style-type: none"> 811 logements UFR en stock au 31/12/2020 193 logements et 6 parties communes ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2020 57 logements UFR livrés en 2020 	<ul style="list-style-type: none"> 754 logements UFR en stock au 31/12/2019 198 logements et 9 parties communes ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2019 61 logements UFR livrés en 2019 	
	Accord égalité H/F	Oui	Oui	Oui	
	Insertion des travailleurs handicapés	Déclaration annuelle se fait désormais en mai	Déclaration pas encore effectuée	26,4 bénéficiaires Contribution AGEFIPH : 76 308 €	
	Taux d'emploi des travailleurs handicapés (%)	3,61% (33 salariés)	3,30% (30 salariés)	3,49% (31 salariés)	
Politique de lutte contre les discriminations	Accord égalité professionnelle + index égalité H/F	Accord égalité professionnelle	Accord égalité professionnelle		
Référent CNIL	Oui avec DPO externe (société SRC Solutions)	Oui	Oui		

<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Organisation des instances : mesures mises en place pour assurer la diversité et la représentativité au sein des instances et la formation des administrateurs aux enjeux du logement social</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Eriila est labellisée Empl'itude, premier label territorial en France qui valorise les actions et les bonnes pratiques des organisations en matière d'emploi, de ressources humaines et d'engagement sociétal. • Plusieurs cadres d'Eriila ont participé à la formation dispensée par Sciences Politiques sur l'évolution du secteur du logement social. 	<p>Formation au recrutement et à la non discrimination à l'embauche aux collaborateurs susceptibles d'intervenir dans le process de recrutement.</p> <p>Eriila est labellisée Empl'itude, premier label territorial en France qui valorise les actions et les bonnes pratiques des organisations en matière d'emploi, de ressources humaines et d'engagement sociétal.</p> <p>Plusieurs cadres d'Eriila ont participé à la formation dispensée par Sciences Politiques sur l'évolution du secteur du logement social.</p>	
<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Action de formation ou de sensibilisation des collaborateurs à la RGPD et à la sécurité informatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de communication avec réalisation d'une web série en 5 épisodes sur une semaine en novembre 2021 sur la sensibilisation aux risques sécurité informatique (phishing, mot de passe, fraude au président, nomadisme, mise à jour, partage de documents). • 3 campagnes (marques Carrefour, Google, DocuSign) de tests phishing suite à l'acquisition de l'outil Phishing Coach pour sensibiliser les collaborateurs aux risques phishing 	<p>3 actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 action sur quiz phishing Google (sensibilisation) 1 action utilisation logiciel KeepPass (formation/sensibilisation) 1 action changement de mot de passe (stratégie PassPhrase) 	
<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Action de formation ou de sensibilisation des collaborateurs pour la prévention de la corruption et de la connaissance de la réglementation</p>	<p>Inscription de 107 collaborateurs à la formation e-learning Elegia sur la prévention de la corruption.</p>	<p>Inscription de 799 collaborateurs à la formation e-learning Elegia sur la prévention de la corruption.</p>	
<p>IMPACT TERRITORIAL</p>	<p>Zone géographique concernée</p>	<p>France Métropolitaine</p>	<p>France Métropolitaine</p>	<p>France Métropolitaine</p>
<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Effectif total (tous types de contrats confondus)</p>	<p>913</p>	<p>910</p>	<p>889</p>
<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Répartition par sexe</p>	<p>H: 54,3% F: 45,7%</p>	<p>H: 55,82% F: 44,18%</p>	<p>H: 55,23% F: 44,77%</p>
<p>IMPACT SOCIAL</p>	<p>Répartition par âge</p>	<p>- de 25 ans : 23 25 à 54 ans : 610 55 et + : 280</p>	<p>- de 25 ans : 24 25 à 54 ans : 608 55 et + : 278</p>	<p>- de 25 ans : 20 25 à 54 ans: 596 55 et + : 273</p>

IMPACT		INDICATEURS			2020	2019
IMPACT SOCIAL	Répartition géographique	Siège social : 293 Agences : 620	Siège social : 301 Agences : 625	Siège social : 276 Agences : 613		
	Recrutements (tous types de contrats confondus)	175	176	187		
	Emploi des jeunes (- de 26 ans)	3,07% des effectifs	3,52% des effectifs	1,57% des effectifs		
	Emploi des seniors (+ de 55 ans)	27,16% des effectifs	27,25% des effectifs	22,61% des effectifs		
IMPACT TERRITORIAL	Taux de mobilité (%) - intrasociété	16 salariés soit 1,75% des effectifs	34 salariés soit 3,74% des effectifs	60 salariés soit 6,74% des effectifs		
	Licenciements	18	17	16		
IMPACT SOCIAL	Politiques mises en œuvre part de la masse salariale consacrée à la formation (%)	Cotisations légales Uniformation : 1,166% de la MSB Versement volontaire au titre du plan de formation : 0,79% de la MSB TOTAL : 1,96%	Cotisations légales Uniformation : 1,166% de la MS Versement volontaire au titre du plan de formation : 0,9% de la MS TOTAL : 2% Taux de réalisation du plan de formation : 56%	Tutorat et parcours d'intégration en faveur des nouveaux embauchés Entretien annuel sur la formation : oui Cotisations légales Uniformation : 1,6% de la MS Cotisations budgétaires : 0,25% de la MS Taux de réalisation du plan de formation : 99%		
	Somme du nombre d'heures réalisées par les stagiaires en présentiel (heures de E-learning non comptabilisées)	9 531 h	5 460 h	11 371 h		
	Somme du nombre de salariés formés en présentiel	367	265	568		
	Somme du nombre d'heures réalisées par les stagiaires uniquement en E-learning	1 800 h	2 050 h			
	Somme du nombre de salariés formés en E-learning	230	970			
	Nombre d'heures de formations par salarié formé en présentiel	26 h	20,60 h	20,02 h		
	Nombre d'heures de formations par salarié formé en E-Learning	7,8 h	2,11 h			
	Rémunération et évolution	Augmentation générale: 0,5% MS Avancement : 1% MS Primes : 6,10%	Augmentation générale: 0,75% MS Avancement : 0,75% MS Primes : 5,66%	Augmentation générale: 0,5% MS Avancement : 1% MS Primes : 5,67%		
	Indicateur d'écart de rémunération Hommes/Femmes	Note sur 40 obtenue sur le critère «Écart de rémunération» pour le calcul de l'indice d'égalité professionnelle hommes/femmes : 39 Effectif total pris en compte pour le calcul de l'écart de rémunération : 820	Note sur 40 obtenue sur le critère «Écart de rémunération» pour le calcul de l'indice d'égalité professionnelle hommes/femmes : 38 Effectif total pris en compte pour le calcul de l'écart de rémunération : 827			

Organisation du temps de travail	Temps plein : 95,62% Temps partiel : 4,38%	Temps plein : 95,49% Temps partiel : 4,51%	Temps plein : 95,50% Temps partiel : 4,50%
Dialogue social	10 réunions CSE 8 réunions extraordinaires CSE	26 réunions CSE 9 réunions extraordinaires CSE	10 réunions CSE 6 réunions extraordinaires CSE
NAO	Oui	Oui	Oui
Accords collectifs	NAO Accord Astreintes	NAO Avenant accord FJ Accord CET Accord solidarité Accord bien vivre au travail Accord télétravail	NAO Accord relatif à l'entretien professionnel de travail Accord relatif à l'organisation du temps de travail
Actions mises en place pour l'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques en matière de santé et de sécurité des collaborateurs	1 accord à durée déterminée en 2020 3 mises à jour Covid du DUERP Distribution de 176 000 masques chirurgicaux, FFP2 et lavables en tissu.	Actions de formation : - risques psychosociaux - habilitations électriques - gestes et postures de travail - Certiphyto + Certibiocide	Actions de formation : - habilitations électriques - prévention risques routiers - gestes et postures de travail - Référénts SST
Accords signés en la matière	Suivi 4 ^e année	Suivi 3 ^e année	Suivi 2 ^e année
Taux de fréquence des accidents du travail :			
Nombre d'accidents (travail ou trajet) avec arrêt de travail supérieur à 1 jour survenus au cours de l'année	38	23	
Effectif équivalent temps plein de l'entreprise	901,6	898,36	
Nombre d'heures de travail effectuées chaque année par une personne à temps plein	1 820	1 820	
Taux de fréquence des AT	23,16 %	14,15 %	
Dépenses de sécurité effectuées dans l'entreprise pour améliorer les conditions de travail	178 400 €	100 725 €	5 097 €



ERILIA

72 bis, rue Perrin-Solliers
13 291 Marseille cedex 6
04 91 18 45 45

erilia.fr

